



COMPAGNIE GENERALE DE GEOPHYSIQUE-VERITAS

Rapport financier semestriel du 1^{er} semestre 2010

30 juillet 2010

TABLE DES MATIERES

ATTESTATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	3
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2010.....	4
CONSIDERATIONS PROSPECTIVES.....	6
PARTIE 1 : COMPTES CONSOLIDES	7
Bilans consolidés au 30 juin 2010 non audité et au 31 décembre 2009.....	7
Comptes de résultat trimestriels et semestriels consolidés non audités au 30 juin 2010 et 2009.....	8
Comptes de résultat étendu consolidés pour les périodes closes au 30 juin 2010 et 2009.....	10
Tableaux de flux de trésorerie consolidés non audités pour les périodes closes au 30 juin 2010 et 2009.....	11
Variation des capitaux propres consolidés non audités pour les périodes closes au 30 juin 2010 et 2009.....	12
Notes annexes aux comptes consolidés non audités	13
PARTIE 2 : PRESENTATION ET ANALYSE DU CONTEXTE ET DES RESULTATS DES OPERATIONS	24
PARTIE 3 : PROCEDURES ET CONTROLES RELATIFS A LA COMMUNICATION D'INFORMATION	36

ATTESTATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en pages 24 à 35 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice,

Le 30 juillet 2010

Jean-Georges MALCOR
Directeur Général

Stéphane-Paul FRYDMAN
Directeur Financier du Groupe

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2010

Période du 1^{er} janvier 2010 au 30 juin 2010

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code Monétaire et Financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés du groupe Compagnie Générale de Géophysique-Veritas, relatifs à la période du 1er janvier 2010 au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration, dans un contexte de forte volatilité des marchés et de crise économique et financière, caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir, et qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2009. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 29 juillet 2010

Les commissaires aux comptes _____

**ERNST & YOUNG et
Autres**

PHILIPPE DIU

NICOLAS PFEUTY

MAZARS

XAVIER CHARTON

OLIVIER THIREAU

CONSIDERATIONS PROSPECTIVES

Ce document comprend des considérations prospectives. Ces considérations sont fondées sur la vision de la direction du Groupe et sur des hypothèses faites quant à la réalisation d'événements futurs.

Ces considérations prospectives sont dépendantes de risques, d'incertitudes et d'hypothèses qui concernent notamment :

- L'impact du contexte économique et de crédit ;
- Les risques sociaux, politiques et économiques liés aux opérations de CGGVeritas ;
- La capacité à développer une stratégie intégrée pour CGGVeritas ;
- Les possibles difficultés et délais à réaliser les synergies et à maîtriser les coûts ;
- La capacité à intégrer avec succès les activités ou les actifs acquis ;
- La dépréciation des écarts d'acquisition ;
- La capacité à vendre nos données de la librairie multi-clients ;
- L'exposition au risque de marché des changes ;
- La capacité de financer les opérations dans des conditions satisfaisantes ;
- L'exposition au risque de crédit-clients ;
- Le développement et l'acceptation des nouveaux équipements et services de CGGVeritas ;
- Les risques opérationnels courants et notre capacité d'avoir les assurances adéquates ;
- Les difficultés et coûts engendrés par la protection des droits de propriété intellectuelle et l'exposition au risque de plaintes d'autres opérateurs ;
- Les difficultés liées de façon temporaire ou permanente à la réduction de capacité de notre flotte ;
- La possibilité de mettre fin de façon unilatérale à certain des contrats en carnet de commande par nos clients;
- Les effets de la concurrence ;
- Le niveau de dépenses de l'industrie du pétrole et du gaz et les fluctuations de la demande pour les services et équipements sismiques ;
- L'aspect saisonnier de nos revenus ;
- Les coûts de conformité aux réglementations sur l'environnement, la santé et la sécurité ;
- Le montant substantiel de l'endettement de CGGVeritas et des ratios financiers à respecter ;
- La capacité à accéder aux marchés d'endettement et d'instruments financiers durant la période couverte par ces considérations prospectives qui dépendra des conditions générales de marché et de la notation de l'endettement de CGGVeritas ;
- L'exposition au risque de taux d'intérêt ;
- Le succès dans la gestion des risques courants.

Il n'est pas pris ici l'engagement d'actualiser ou de réviser ces considérations prospectives en fonction de telle ou telle nouvelle information et de l'occurrence de tel ou tel événement. Par ailleurs, les considérations prospectives relatives aux divers risques, incertitudes et hypothèses évoqués dans le présent document peuvent ne pas se réaliser.

Certains de ces risques sont décrits de manière détaillée dans le rapport annuel « Document de Référence » pour l'exercice clos le 31 décembre 2009 et qui a été déposé à l'Autorité des Marchés Financiers le 23 avril 2010. Ce document est disponible sur le site internet www.cggveritas.com. Une copie de ce document, qui inclut un jeu complet d'états financiers consolidés audités, peut être demandée en contactant le Service Relations Investisseurs au +33 1 64 47 38 31 ou en envoyant un mail à invrelparis@cggveritas.com ou invrelhouston@cggveritas.com ou en écrivant à l'adresse suivante : CGG Veritas – Service Relations Investisseurs – Tour Maine Montparnasse 33 avenue du Maine – 75015 PARIS – France.

PARTIE I : COMPTES CONSOLIDES

BILANS CONSOLIDES

Montants en millions de	30 juin 2010 (non audité)		31 décembre 2009	
	€	US\$ (1)	€	US\$ (2)
	ACTIF			
Disponibilités et titres de placement à court terme	360,1	441,9	480,3	691,9
Clients et comptes rattachés.....	598,9	734,9	564,1	812,7
Stocks et travaux en cours	248,6	305,1	223,8	322,4
Actifs d'impôt.....	75,3	92,4	66,3	95,5
Autres actifs courants	117,9	144,7	89,5	129,0
Actifs destinés à la vente	77,5	95,1	13,3	19,1
Total actif courant	1 478,3	1 814,1	1 437,3	2 070,6
Impôts différés actif.....	100,4	123,2	74,3	107,0
Participations et autres immobilisations financières	36,6	44,9	35,9	51,7
Sociétés mises en équivalence	75,2	92,3	99,0	142,7
Immobilisations corporelles, nettes	759,8	932,4	677,7	976,3
Immobilisations incorporelles, nettes	887,1	1 088,5	728,9	1 050,1
Ecarts d'acquisition des sociétés consolidées	2 184,4	2 680,5	1 868,1	2 691,2
Total actif non-courant	4 043,5	4 961,8	3 483,9	5 019,0
TOTAL ACTIF	5 521,8	6 775,9	4 921,2	7 089,6
PASSIF				
Concours bancaires court terme.....	5,1	6,3	2,7	3,9
Dettes financières – part court terme	56,0	68,7	113,5	163,5
Fournisseurs et comptes rattachés.....	254,0	311,6	179,8	259,0
Dettes sociales	112,9	138,6	118,5	170,7
Impôts sur les bénéficiaires à payer	28,9	35,5	42,5	61,2
Acomptes clients	18,5	22,7	23,8	34,3
Provisions – part court terme	25,5	31,3	40,2	58,0
Autres passifs courants	173,0	212,4	158,7	228,5
Total passif courant	673,9	827,1	679,7	979,2
Impôts différés passif	132,1	162,1	120,7	173,9
Provisions – part long terme.....	91,6	112,4	104,6	150,7
Dettes financières long terme	1 482,0	1 818,5	1 282,8	1 848,0
Autres passifs non courants	32,5	39,9	31,9	46,0
Total dettes et provisions non-courantes	1 738,2	2 132,9	1 540,0	2 218,6
Capital social : 215 096 351 actions autorisées et 151 409 611 émises au nominal de 0,40 € au 30 juin 2010 et 151 146 594 au 31 décembre 2009	60,6	74,3	60,5	87,1
Primes d'émission et d'apport	1 967,5	2 414,3	1 965,9	2 832,1
Réserves consolidées	879,1	1 078,8	1 136,0	1 636,5
Titres d'autocontrôle	(16,7)	(20,5)	(13,5)	(19,4)
Résultat de la période attribué aux actionnaires de la société mère.....	(0,4)	(0,5)	(264,3)	(380,7)
Résultats comptabilisés directement en capitaux propres	(10,5)	(12,9)	0,9	1,2
Ecarts de conversion.....	180,4	221,4	(224,2)	(323,0)
Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société mère	3 060,0	3 754,9	2 661,3	3 833,8
Participations ne donnant pas le contrôle.....	49,7	61,0	40,2	58,0
Total capitaux propres	3 109,7	3 815,9	2 701,5	3 891,8
TOTAL PASSIF	5 521,8	6 775,9	4 921,2	7 089,6

(1) Les montants en dollar US représentent les montants en Euro convertis au taux de clôture de 1,227 US\$ pour 1 €

(2) Les montants en dollar US représentent les montants en Euro convertis au taux de clôture de 1,441 US\$ pour 1 €

COMPTES DE RESULTAT CONSOLIDES NON AUDITES

2^{ème} trimestre

	2010		2009	
	€	US\$ (1)	€	US\$ (1)
Excepté pour les données par action, en millions de				
Chiffre d'affaires	498,0	646,9	572,6	778,9
Autres produits des activités ordinaires	0,7	0,9	0,8	1,2
Total produits des activités ordinaires	498,7	647,8	573,4	780,1
Coût des ventes.....	(398,9)	(518,4)	(453,8)	(615,9)
Marge brute	99,8	129,4	119,6	164,2
Coûts nets de recherche et développement	(15,5)	(20,2)	(13,8)	(18,8)
Frais généraux et administratifs	(47,2)	(61,2)	(47,0)	(63,9)
Frais commerciaux.....	(13,4)	(17,3)	(14,0)	(19,0)
Autres produits et charges, nets	4,8	6,4	(61,3)	(82,1)
Résultat d'exploitation.....	28,5	37,1	(16,5)	(19,6)
Coût de l'endettement financier brut	(26,5)	(34,5)	(25,7)	(34,9)
Produits financiers sur la trésorerie	0,7	0,9	0,4	0,6
Coût de l'endettement financier net.....	(25,8)	(33,6)	(25,3)	(34,3)
Autres produits (charges) financiers	7,9	10,3	(5,3)	(7,0)
Résultat courant des entreprises intégrées	10,6	13,8	(47,1)	(60,9)
Impôts différés sur les variations de change	0,2	0,4	5,4	7,2
Autres impôts sur les bénéfices	(2,2)	(2,7)	14,2	18,5
Total impôts sur les bénéfices	(2,0)	(2,3)	19,6	25,7
Résultat net des entreprises intégrées	8,6	11,5	(27,5)	(35,2)
Résultat des sociétés mises en équivalence.....	(2,3)	(3,2)	2,0	2,7
Résultat net de l'ensemble consolidé	6,3	8,3	(25,5)	(32,5)
<i>Attribué aux :</i>				
Actionnaires de la société mère	2,2	2,9	(27,9)	(35,8)
Participations ne donnant pas le contrôle	4,1	5,4	2,4	3,3
Nombre moyen pondéré d'actions émises	151 358 044	151 358 044	150 793 834	150 793 834
Nombre moyen d'actions liées aux stock-options ..	410 970	410 970	336 593	336 593
Nombre moyen d'actions liées aux attributions d'actions gratuites	314 773	314 773	806 500	806 500
Nombre moyen ajusté d'actions après prise en compte des actions potentiellement dilutives	152 083 787	152 083 787	151 936 927	151 936 927
Résultat net attribuable aux actionnaires de la société mère				
Base	0,01	0,02	(0,18)	(0,24)
Dilué.....	0,01	0,02	(0,18)	(0,24)

(3) Correspond à la différence entre le semestre en dollars US\$ et le premier trimestre en US\$

COMPTES DE RESULTAT CONSOLIDES NON AUDITES

6 mois clos le 30 juin

Excepté pour les données par action, en millions de	2010		2009	
	€	US\$ (1)	€	US\$ (2)
Chiffre d'affaires	996,0	1 343,0	1 221,1	1 630,1
Autres produits des activités ordinaires	1,6	2,1	1,6	2,1
Total produits des activités ordinaires	997,6	1 345,1	1 222,7	1 632,2
Coût des ventes.....	(791,8)	(1 067,7)	(907,8)	(1 211,8)
Marge brute	205,8	277,4	314,9	420,4
Coûts nets de recherche et développement	(28,8)	(38,8)	(30,0)	(40,0)
Frais généraux et administratifs.....	(96,5)	(130,2)	(98,8)	(131,8)
Frais commerciaux	(30,1)	(40,5)	(28,9)	(38,6)
Autres produits et charges, nets	4,4	5,9	(73,5)	(98,2)
Résultat d'exploitation	54,8	73,8	83,7	111,8
Coût de l'endettement financier brut	(51,7)	(69,7)	(52,7)	(70,4)
Produits financiers sur la trésorerie	1,4	1,9	1,4	1,8
Coût de l'endettement financier net	(50,3)	(67,8)	(51,3)	(68,6)
Autres produits (charges) financiers	15,3	20,7	(2,9)	(3,9)
Résultat courant des entreprises intégrées	19,8	26,7	29,5	39,3
Impôts différés sur les variations de change	(2,5)	(3,4)	5,7	7,6
Autres impôts sur les bénéfices	(8,6)	(11,7)	(9,0)	(12,0)
Total impôts sur les bénéfices	(11,1)	(15,1)	(3,3)	(4,4)
Résultat net des entreprises intégrées	8,7	11,6	26,2	34,9
Résultat des sociétés mises en équivalence.....	(2,1)	(2,8)	2,4	3,3
Résultat net de l'ensemble consolidé	6,6	8,8	28,6	38,2
<i>Attribué aux :</i>				
Actionnaires de la société mère	(0,4)	(0,6)	24,9	33,3
Participations ne donnant pas le contrôle	7,0	9,4	3,7	4,9
Nombre moyen pondéré d'actions émises	151 275 968	151 275 968	150 705 772	150 705 772
Nombre moyen d'actions liées aux stock-options ..	403 108	403 108	308 688	308 688
Nombre moyen d'actions liées aux attributions d'actions gratuites	314 773	314 773	806 500	806 500
Nombre moyen ajusté d'actions après prise en compte des actions potentiellement dilutives	151 993 849	151 993 849	151 820 960	151 820 960
Résultat net attribuable aux actionnaires de la société mère				
Base	-	-	0,17	0,22
Dilué.....	-	-	0,16	0,22

(1) Les montants en dollar US représentent les montants en Euro convertis au taux moyen de 1,348 US\$ pour 1€ sur la période

(2) Les montants en dollar US représentent les montants en Euro convertis au taux moyen de 1,335 US\$ pour 1€ sur la période

COMPTES DE RESULTAT ETENDUS CONSOLIDES NON AUDITES

en millions d'euros	Au 30 juin	
	2010	2009
Résultat net de l'ensemble consolidé	6,6	28,6
Produits (charges) sur couverture des flux de trésorerie	(4,7)	9,9
Impôts	1,6	(3,4)
Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie	(3,1)	6,5
Produits (charges) sur les titres disponibles à la vente	-	-
Impôts	-	-
Produits (charges) nets sur les titres disponibles à la vente	-	-
Produits (charges) sur écarts actuariels des plans de retraite	-	(0,1)
Impôts	-	-
Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite	-	(0,1)
Variation de l'écart de conversion	409,7	(26,8)
Quote-part de variation du résultat global des sociétés mises en équivalence	(8,3)	-
Autres produits (charges) étendus de la période nets d'impôts	398,3	(20,4)
Résultat net étendu de la période.....	404,9	8,2
<i>Attribué aux :</i>		
<i>Actionnaires de la société mère</i>	<i>392,8</i>	<i>4,9</i>
<i>Participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>12,1</i>	<i>3,3</i>

TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES NON AUDITES

Au 30 juin

	2010		2009	
	€	US\$ (1)	€	US\$ (2)
EXPLOITATION				
Résultat net (intérêts minoritaires inclus).....	6,6	8,9	28,6	38,2
Amortissements et dépréciations.....	111,4	150,2	159,6	213,0
Dépréciation des études multi-clients	80,2	108,1	89,0	118,8
Augmentation (diminution) des provisions.....	(48,6)	(65,5)	44,7	59,6
Annulation des charges liées aux stock-options.....	7,2	9,7	10,6	14,1
(Plus) et moins values de cessions d'actif.....	0,2	0,3	1,8	2,4
Résultat des mises en équivalence	2,1	2,8	(2,4)	(3,3)
Dividendes reçus.....	2,2	3,0		
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie	(10,3)	(13,9)	(5,1)	(6,8)
Flux de trésorerie net incluant le coût de la dette.....	151,0	203,6	326,8	436,0
Annulation du coût de la dette financière nette	50,3	67,8	51,3	68,6
Annulation de la charge d'impôt.....	11,2	15,1	3,3	4,4
Flux de trésorerie net hors coût de la dette.....	212,5	286,5	381,4	509,0
Impôt décaissé	(47,5)	(64,0)	(41,8)	(55,8)
Flux de trésorerie net avant variation du besoin en fonds de roulement.....	165,0	222,5	339,6	453,2
<i>Variation des actifs et passifs circulants :</i>				
- (augmentation) diminution des clients et comptes rattachés.....	31,6	42,6	8,6	11,5
- (augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	(3,5)	(4,7)	39,2	52,3
- (augmentation) diminution des autres actifs circulants	(28,5)	(38,4)	(7,5)	(10,0)
- augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés.....	15,2	20,5	(65,1)	(86,9)
- augmentation (diminution) des autres passifs circulants.....	(30,2)	(40,7)	(43,6)	(58,3)
- impact du change sur les actifs et passifs financiers	23,1	31,1	(16,2)	(21,5)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation.....	172,7	232,9	255,0	340,3
INVESTISSEMENT				
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, net des variations de fournisseurs d'immobilisations.....	(86,4)	(116,5)	(75,0)	(100,1)
Investissements dans études multi-clients.....	(128,0)	(172,6)	(144,5)	(192,9)
Valeurs de cession des immobilisations corporelles et incorporelles.....	3,3	4,4	2,6	3,5
Plus ou moins value sur immobilisations financières.....	1,3	1,8	-	-
Acquisition de titres consolidés nette de trésorerie acquise	(1,2)	(1,6)	(65,0)	(86,7)
Variation de périmètre	-	-	(2,0)	(2,7)
Variation des avances reçues	(0,4)	(0,5)	(4,0)	(5,3)
Variation des subventions	0,8	1,1	(0,1)	(0,1)
Variation des autres actifs financiers	(1,4)	(1,9)	(0,9)	(1,2)
Flux de trésorerie affectés aux investissements	(212,0)	(285,8)	(288,9)	(385,5)
FINANCEMENT				
Remboursement d'emprunts.....	(42,3)	(57,0)	(137,7)	(183,8)
Nouveaux emprunts	2,2	3,0	241,5	322,3
Paiement du principal des contrats de crédit-bail.....	(44,6)	(60,1)	(14,7)	(19,6)
Augmentation (diminution) nette des découverts bancaires.....	2,4	3,2	2,5	3,3
Charges d'intérêt payées	(47,8)	(64,4)	(58,8)	(78,5)
<i>Augmentation de capital :</i>				
- par les actionnaires de la société mère.....	1,7	2,3	-	-
- par les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-
Dividende versé aux participations ne donnant pas le contrôle.....	(3,0)	(4,0)	(2,5)	(3,3)
Acquisition et cession des titres d'auto détention	(3,2)	(4,3)	1,6	2,1
Flux de trésorerie provenant (affectés à) des opérations de financement	(134,6)	(181,5)	31,9	42,5
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie	53,7	(15,6)	0,6	11,9
Variation de trésorerie	(120,2)	(250,0)	(1,4)	9,2
Trésorerie à l'ouverture	480,3	691,9	516,9	719,4
Trésorerie à la clôture	360,1	441,9	515,5	728,6

(1) Les montants en dollar US représentent les montants en Euro convertis au taux moyen de 1,348 US\$ pour 1 € sur la période (excepté la trésorerie convertie au taux de clôture de 1,227 US\$ pour 1 € au 30 juin 2010 et de 1,441 US\$ pour 1 € au 31 décembre 2009),

(2) Les montants en dollar US représentent les montants en Euro convertis au taux moyen de 1,335 US\$ pour 1 € sur la période (excepté la trésorerie convertie au taux de clôture de 1,413 US\$ pour 1 € au 30 juin 2009 et de 1,392 US\$ pour 1 € au 31 décembre 2008),

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES NON AUDITES

(montants en millions d'euros)

	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émission Et d'apport	Réserves	Actions propres	Résultats directement Enregistré en Capitaux propres	Ecart de Conversion	Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
Au 1(er) janvier 2009	150 617 709	60,2	1 964,7	1 132,2	(18,1)	(2,5)	(176,4)	2 960,1	38,5	2 998,6
Augmentations de capital	352 250	0,2						0,2		0,2
Résultat net.....				24,9				24,9	3,7	28,6
Paiements fondés sur des actions				10,6				10,6	(2,5)	8,1
Actions propres					1,6			1,6		1,6
<i>Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1) .</i>						(0,1)		(0,1)		(0,1)
<i>Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2).....</i>						6,5		6,5		6,5
<i>Variation de l'écart de conversion (3)</i>							(26,4)	(26,4)	(0,4)	(26,8)
Autres éléments du résultat global consolidé (1)+(2)+(3)						6,4	(26,4)	(20,0)	(0,4)	(20,4)
Variation de périmètre et autres				0,3				0,3		0,3
Au 30 juin 2009	150 969 959	60,4	1 964,7	1 168,0	(16,5)	3,9	(202,8)	2 977,7	39,3	3 017,0

(montants en millions d'euros)

	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émission Et d'apport	Réserves	Actions propres	Résultats directement Enregistré en Capitaux propres	Ecart de Conversion	Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
Au 1(er) janvier 2010	151 146 594	60,5	1 965,9	871,7	(13,5)	0,9	(224,2)	2 661,3	40,2	2 701,5
Augmentations de capital	263 017	0,1	1,6					1,7		1,7
Résultat net.....				(0,4)				(0,4)	7,0	6,6
Paiements fondés sur des actions				7,2				7,2	(3,0)	4,2
Actions propres					(3,2)			(3,2)		(3,2)
<i>Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1) .</i>										-
<i>Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2).....</i>						(11,4)		(11,4)		(11,4)
<i>Variation de l'écart de conversion (3)</i>							404,6	404,6	5,1	409,7
Autres éléments du résultat global consolidé (1)+(2)+(3)						(11,4)	404,6	393,2	5,1	398,3
Variation de périmètre et autres				0,2				0,2	0,4	0,6
Au 30 juin 2010	151 409 611	60,6	1 967,5	878,7	(16,7)	(10,5)	180,4	3 060,0	49,7	3 109,7

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES (NON AUDITEES)

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES

La Compagnie Générale de Géophysique Veritas, S.A. (« la Compagnie ») et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe ») est un acteur dans l'industrie des services géophysiques et la fabrication d'équipements géophysiques, fournissant une large gamme de services pour l'acquisition, le traitement et l'interprétation de données sismiques ainsi que les logiciels de traitement et d'interprétation des données principalement aux clients du secteur de la production et de l'exploration du gaz et du pétrole.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés intermédiaires du Groupe sont établis conformément à la norme internationale IAS34 publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par la Commission Européenne .

Les comptes consolidés intermédiaires ont été autorisés par le Conseil d'administration du 28 juillet 2010 pour publication.

Pour établir les Etats Financiers consolidés conformément au référentiel IFRS, certains éléments du bilan, du compte de résultat et des informations annexes sont déterminés par la Direction du Groupe à partir de jugements et d'estimations et sur la base d'hypothèses. Les chiffres réels peuvent donc différer de façon significative des données estimées en raison de changement des conditions économiques, de modification des lois et règlements, de changement de stratégie et de l'imprécision inhérente à l'utilisation de données estimées.

Les Etats Financiers ont été préparés selon la méthode du coût historique, excepté pour certains éléments de l'actif et du passif évalués à la juste valeur.

Principaux principes comptables

Ces principes comptables sont identiques à ceux qui ont été retenus pour la préparation des comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2009, décrits dans le rapport annuel 20-F pour l'exercice 2009 déposé auprès de la SEC le 23 avril 2010 et le Document de Référence déposé auprès de l'AMF le même jour, à l'exception des normes et interprétations nouvellement adoptées :

- IFRIC 12— Accords de concessions de services publics – adopté par l'Union Européenne en juin 2009 et applicable au 1^{er} janvier 2010
- IFRIC 16 — Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger – adopté par l'Union Européenne en juin 2009 et applicable au 1^{er} janvier 2010
- Amendement d'IAS 27 — États financiers consolidés et individuels – adopté par l'Union Européenne en juin 2009 et applicable au 1^{er} janvier 2010
- IFRS3 (Révisée) — Regroupements d'entreprises – adopté par l'Union Européenne en juin 2009 et applicable au 1^{er} janvier 2010
- IFRIC 15 — Accords de construction de biens immobiliers – adopté par l'Union Européenne en juillet 2009 et applicable au 1^{er} janvier 2010
- Amendement d'IAS 39 — Eléments éligibles à la couverture ; reclassement d'actifs financiers – adopté par l'Union Européenne en septembre 2009 et applicable au 1^{er} janvier 2010
- IFRIC 17 — Distributions en nature aux propriétaires – adopté par l'Union Européenne en novembre 2009 et applicable au 1^{er} janvier 2010
- IFRIC 18 – Transferts d'actifs des clients – adopté par l'Union Européenne en novembre 2009 et applicable au 1^{er} janvier 2010
- Améliorations annuelles (2006-2008) d'IFRS 5– adopté par l'Union Européenne en 2009 et applicable au 1er janvier 2010
- Améliorations annuelles (2007-2009) des IFRS – adopté par l'Union Européenne en mars 2010 et applicable au 1er janvier 2010
- Amendement d'IFRS 2 — Transactions intra-groupe dont le fondement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie– adopté par l'Union Européenne en mars 2010 et applicable au 1er janvier 2010

L'adoption de ces normes et interprétations n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2010.

En outre, le groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne:

- IFRS 9 — Instruments financiers : classification et évaluation des actifs financiers
- Amendement d'IFRIC 14 — Paiement anticipé des exigences de financement minimal
- IFRIC 19 — Extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres
- Amendement d'IAS 32 — Classement des droits de souscription émis – adopté par l'Union Européenne en décembre 2009 et applicable au 1^{er} janvier 2011.
- IAS 24 (Révisée) — Information relative aux parties liées – adopté par l'Union Européenne en juillet 2010 et applicable au 1^{er} janvier 2011.

La revue de ces normes, amendements et interprétations est en cours actuellement afin de mesurer l'impact potentiel sur les comptes consolidés. A ce stade, aucun impact significatif n'est identifié.

Utilisation d'estimations

Les principaux éléments comptables ayant recours à des estimations dans la préparation des Etats Financiers et qui peuvent avoir un impact matériel sur la valeur comptable des actifs et passifs au cours des prochaines périodes ou exercices sont relatifs :

- à l'amortissement des études multi-clients,
- à la dépréciation des actifs corporels et incorporels,
- aux coûts de développement,
- à l'évaluation des participations et immobilisations financières,
- à la valeur recouvrable des écarts d'acquisition et des actifs incorporels,
- aux impôts sur les sociétés,
- aux avantages postérieurs à l'emploi.

Jugements

Les principaux éléments comptables faisant l'objet de jugements de la part de la Direction du Groupe, lesquels peuvent avoir un impact matériel sur la valeur comptable des actifs et des dettes comptabilisée dans les Etats Financiers, sont relatifs:

- à la recouvrabilité des créances client,
- aux impôts différés actifs,
- à la juste valeur des actifs et passifs acquis dans le cadre des différentes allocations du prix d'acquisition,
- aux provisions pour risques, charges et litiges.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu lorsqu'il peut être estimé de manière fiable, lorsqu'il est probable que tous les avantages économiques associés à la transaction vont bénéficier au Groupe et lorsque les coûts associés à la transaction (supportés ou restant à supporter) peuvent être mesurés de manière fiable.

— Etudes multi-clients

Les études multi-clients représentent des études sismiques pour lesquelles une licence d'utilisation est cédée aux clients de façon non-exclusive. L'ensemble des coûts liés à l'acquisition, au traitement et à la finalisation des études est comptabilisé en immobilisations incorporelles. Les études multi-clients sont valorisées sur la base des coûts précédents moins les amortissements cumulés ou à leur juste valeur si cette dernière est inférieure. Le Groupe examine la libération des études pour toute dépréciation potentielle des études indépendantes dans une logique de continuité d'exploitation.

Le chiffre d'affaires généré par les études multi-clients est composé des préfinancements et de la vente de licences d'utilisation après achèvement des études (« après-ventes »).

Préfinancements — d'une manière générale, le Groupe obtient des engagements d'achats de la part de clients avant l'achèvement même de l'étude sismique. Ces engagements couvrent tout ou partie des blocs de la zone d'étude. En contrepartie, le client est généralement habilité à intervenir directement dans la définition ou à participer aux spécifications du projet, et autorisé à accéder en priorité aux données acquises, le plus souvent à des conditions préférentielles d'achat. Les préfinancements sont reconnus en chiffre d'affaires selon la méthode à l'avancement, c'est à dire en fonction de l'avancement physique dudit projet. Le Groupe comptabilise les paiements qu'il reçoit durant les périodes de mobilisations comme des avances et ces paiements sont présentés dans le bilan en « Acomptes clients ».

Après-ventes — d'une manière générale, le Groupe accorde une licence d'utilisation permettant un accès non-exclusif à des données sismiques correctement formatées et dûment définies issues de la bibliothèque d'études multi-clients, en contrepartie d'un paiement fixe et déterminé. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires à la signature du contrat et lorsque le client a accès aux données. Le client dispose d'un délai de 30 jours après signature et accès aux données pour exercer la garantie portant sur l'absence de défauts techniques du support sur lequel les données sont transmises (une bande magnétique). Si la garantie est exercée, le Groupe fournira les mêmes données sur une nouvelle bande magnétique. Le coût de la nouvelle bande est négligeable.

Après-ventes sur des contrats multi-blocs — le Groupe conclut des accords dans lesquels il octroie des licences d'accès pour un nombre déterminé de blocs de la bibliothèque d'études multi-clients. Ces contrats permettent au client de sélectionner des blocs spécifiques et d'accéder aux données sismiques correspondantes pour une durée limitée. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires dès que le client a accès aux données et que le chiffre d'affaires peut être estimé de manière fiable. Le client dispose d'un délai de 30 jours après signature et accès aux données pour exercer la garantie portant sur l'absence de défauts techniques du support sur lequel les données sont transmises (une bande magnétique). Si la garantie est exercée, le Groupe fournira les mêmes données sur une nouvelle bande magnétique. Le coût de la nouvelle bande magnétique est négligeable.

— *Etudes exclusives*

Le Groupe réalise des services sismiques — acquisition, traitement, pour le compte de clients donnés. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires lorsque ces services sont contractuellement exécutés selon la méthode à l'avancement, c'est-à-dire en fonction du taux d'exécution du contrat apprécié sur la base de coûts engagés en fonction de la réalisation effective de la prestation de services sur les coûts totaux estimés.

La facturation et les coûts relatifs aux transits des navires sismiques au démarrage de l'étude sont différés et reconnus sur la durée du contrat au rythme de l'avancement technique. Dans certains contrats d'études exclusives et dans un nombre limité d'études multi-clients, le Groupe s'engage à respecter certains objectifs. Le Groupe diffère la reconnaissance du chiffre d'affaires sur ces contrats jusqu'à ce que tous les objectifs, qui donnent au client un droit d'annulation ou de remboursement, soient atteints.

— *Vente de matériel*

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel est comptabilisé dans le compte de résultat quand le transfert à l'acheteur des risques et avantages significatifs liés à la propriété du matériel est effectif, lors de la livraison aux clients. Les acomptes et avances versés par les clients sont enregistrés en passifs courants.

— *Vente de logiciels et de matériel informatique*

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel informatique ou de logiciel est comptabilisé dans le compte de résultat quand le transfert à l'acheteur des risques et avantages significatifs liés à la propriété du matériel est effectif, lors de l'acceptation du produit par le client, dès lors que le Groupe n'a plus d'obligations résiduelles significatives. Les acomptes et avances versés par les clients sont enregistrés en passifs courants.

Si la vente d'un logiciel ou d'un matériel informatique nécessite un aménagement particulier qui entraîne une modification ou une adaptation du produit, l'ensemble est comptabilisé, comme pour un contrat de prestation classique selon la méthode à l'avancement.

Si le contrat comporte de multiples sections (par exemple mises à jour ou améliorations, support client post-contractuel telle la maintenance, ou des services), le revenu est décomposé et affecté aux différents éléments du contrat sur la base de leur juste valeur respective, qui peut être différente de la ventilation indiquée dans le contrat. Chaque élément est comptabilisé selon la règle applicable à chaque section.

Le chiffre d'affaires relatif à la maintenance concerne notamment des contrats « support-clients » post livraison et est enregistré en « acomptes clients » et rattaché en produits au compte de résultat de manière linéaire sur la durée du contrat.

— *Autres prestations géophysiques*

Le chiffre d'affaires provenant des autres prestations géophysiques est comptabilisé dans le compte de résultat lorsque les prestations géophysiques ont été réalisées et, dans le cadre de contrats long-terme, suivant la méthode à l'avancement à la date de clôture.

— *Programmes de fidélisation des clients*

Le Groupe peut octroyer des crédits de prestations à ses principaux clients. Ces crédits sont déterminés contractuellement sur la base des volumes d'affaires annuels réalisés auprès de ces clients et facturés, et sont utilisables sur des services futurs. Ces crédits sont considérés comme un élément séparé de la vente initiale. Le chiffre d'affaires relatif à ces crédits n'est reconnu que lorsque l'obligation a été remplie.

Ces crédits sont mesurés à leur juste valeur sur la base des taux contractuels et des volumes d'affaires annuels prévisionnels.

Etudes multi-clients

Les études multi-clients représentent des études sismiques pour lesquelles une licence d'utilisation est cédée aux clients de façon non-exclusive. L'ensemble des coûts liés à l'acquisition, au traitement et à la finalisation des études est comptabilisé en immobilisations incorporelles. Les études multi-clients sont valorisées sur la base des coûts précédents moins les amortissements cumulés ou à leur juste valeur si cette dernière est inférieure. L'éventualité de dépréciation à constater est réexaminée de manière courante et au niveau pertinent en matière de données multi-client (études indépendantes). Le Groupe examine à chaque clôture la librarie des études pour toute dépréciation éventuelle des études au niveau pertinent (études ou groupes d'études indépendants).

Les études multi-clients sont amorties sur la période attendue de commercialisation des données au prorata du chiffre d'affaires comptabilisé par rapport au chiffre d'affaires total estimé.

Le Groupe retient cinq taux d'amortissement différents selon les catégories d'études : 50 %, 65 %, 75 %, 80 % ou 83,3 % du chiffre d'affaires. Le taux de 65% a été appliqué aux études acquises lors de l'intégration Veritas.

Les études multi-clients sont classées dans une même catégorie lorsqu'elles sont situées dans une même zone géographique avec les mêmes perspectives de ventes; ces estimations étant généralement fondées sur les historiques de ventes.

Pour toute catégorie d'études et à compter de la date de livraison, un amortissement linéaire minimum sur une période de cinq ans est pratiqué lorsque le total cumulé d'amortissements déterminé à partir des ventes est inférieur à cet amortissement.

Les études multi-clients acquises dans le cadre de la fusion avec Veritas et ayant fait l'objet d'une révision de valeur nette comptable dans le cadre du processus d'allocation du prix d'acquisition sont amorties sur la base de 65 % du chiffre d'affaires et dépréciées étude par étude en cas d'indication de perte de valeur.

Dépenses de développement

Les dépenses de recherche et développement, engagées dans le but d'acquérir un savoir-faire technique ou scientifique, sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « Coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement, si elles concernent la découverte ou l'amélioration d'un processus, sont capitalisées si les critères suivants sont réunis :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable,
- la faisabilité technique du projet est démontrée,
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles,
- il est probable que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs. Le groupe doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité.

Les dépenses capitalisées comprennent le coût des matériels, les salaires directs, ainsi qu'un prorata approprié de charges indirectes. Toutes les autres dépenses de développement sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « Coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement capitalisées sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées.

Les coûts de développement capitalisés sont amortis sur 5 ans.

Les frais de recherche et de développement en compte de résultat représentent le coût net des dépenses de développement qui ne sont pas capitalisées, des dépenses de recherche et des subventions acquises au titre de la recherche et du développement.

NOTE 2 - ACQUISITIONS ET CESSIONS

Le 22 janvier 2010, le navire sismique *Harmattan* a été vendu pour 3,4 millions de dollars U.S.

Le 9 février 2010, le Groupe a exercé son option d'achat concernant le navire sismique *Geo Challenger* pour un montant de 250 millions de couronnes norvégiennes. A cette même date, une notification de résiliation du contrat d'affrètement relatif au navire sismique *Pacific Titan* a également été envoyée.

Le 30 juin 2010, le Groupe a conclu avec Norfield AS un accord lui permettant d'acquérir la propriété du navire sismique *Voyager* en échange de certains actifs, dans le cadre de la restructuration de Norfield AS. Cet accord fait l'objet de certaines conditions suspensives. Compte tenu de cet accord, 58,1 millions d'euros d'actifs à transférer ont été classés en « actifs destinés à la vente » dans le bilan au 30 juin 2010.

NOTE 3 - DETTES FINANCIERES

Le 26 février 2010, notre ligne de crédit renouvelable français de 35 M€ a été remboursée.

La dette financière nette s'est élevée à 1 183,0 millions d'euros à fin juin 2010 comparée à 918,7 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Au 30 juin 2010 le groupe disposait d'environ 11 millions d'euros de lignes de crédit court terme confirmées et non utilisées, et de 277 millions d'euros de lignes long terme non utilisées.

L'ensemble de nos ratios financiers étaient respectés au 30 juin 2010.

NOTE 4 – CAPITAL ET PLANS D'OPTIONS

Au 30 juin 2010, le capital social de la Société se composait de 151 409 611 actions de valeur nominale unitaire de 0,40 €,

Nouveaux plans d'attribution de stock-options et d'actions gratuites sous conditions de performance

Le Conseil d'administration du 6 janvier 2010 a décidé d'attribuer 220 000 options de souscription d'actions à un bénéficiaire. Le prix de souscription a été fixé à 14,71 €. Les options ont une durée de 8 ans, 110 000 de ces options de souscription d'actions sont acquises immédiatement, 55 000 seront acquises le 7 janvier 2011 et 55 000 le 7 janvier 2012.

Le Conseil d'administration du 22 mars 2010 a décidé d'attribuer :

- 1 348 150 options de souscription d'actions à 338 bénéficiaires, Le prix de souscription a été fixé à 19,44 €. Les options ont une durée de 8 ans. Elles sont acquises par tiers sur les trois premières années du plan ;
- 509 925 actions gratuites sous conditions de performance à 332 bénéficiaires, dont 73 125 attribuées aux cadres dirigeants membres du Comité Exécutif (à l'exclusion du Président Directeur Général) ;
- 200 000 options de souscription d'actions au Président Directeur Général. Le prix d'exercice desdites options est de 19,44 €. Les droits aux dites options seront acquis par tiers sur les trois premières années du plan d'une durée de 8 ans. Cette acquisition par tiers est soumise à des conditions de performance fondées sur la réalisation de l'un des trois objectifs suivants:
 - un objectif d'évolution du cours de bourse de l'action apprécié au regard de l'indice boursier SBF 120,
 - un objectif d'évolution du cours de bourse de l'ADS apprécié au regard de l'indice boursier PHLX Oil Services SectorSM (OSXSM),
 - un objectif d'indicateur financier d'EBITDAS, exprimé en US\$ et relié à l'objectif correspondant de la partie variable annuelle de la rémunération des Mandataires Sociaux.

Les autres conditions du plan sont celles du plan général mis en place pour les autres cadres dirigeants et salariés du groupe.

Le tableau qui suit résume l'information relative aux options non exercées au 30 juin 2010 :

Date de résolution du Conseil d'Administration	Options attribuées	Options non exercées au 30/06/10	Prix d'exercice par action	Juste valeur par action	Date d'expiration
15 mai 2003	849 500	243 600	€2,91	€2,23 (a)	14 mai 2011
11 mai 2006	1 012 500	951 845	€26,26	€14,97 (b)	10 mai 2014
23 mars 2007	1 308 750	1 190 750	€30,40	€12,65 (c)	22 mars 2015
14 mars 2008	1 188 500	1 116 500	€32,57	€12,06 (d)	14 mars 2016
16 mars 2009	1 327 000	1 176 868	€8,82	€4,63 (e)	15 mars 2017
6 janvier 2010	220 000	220 000	€14,71	€8,23 (f)	6 janvier 2018
22 mars 2010	1 548 150	1 546 350	€19,44	€10,10 (g)	22 mars 2018
Total	7 454 400	6 445 913			

- (a) Sur la base d'une volatilité de 57 % et d'un taux sans risque de 3,9 %,
(b) Sur la base d'une volatilité de 35 % et d'un taux sans risque de 3,8 %,
(c) Sur la base d'une volatilité de 36 % et d'un taux sans risque de 3,95 %,
(d) Sur la base d'une volatilité de 39% et d'un taux sans risque de 3,47%,
(e) Sur la base d'une volatilité de 50% et d'un taux sans risque de 2,88%,
(f) Sur la base d'une volatilité de 52% et d'un taux sans risque de 2,78%,
(g) Sur la base d'une volatilité de 52% et d'un taux sans risque de 2,44%,

Le prix d'exercice de chaque option est la valeur de marché moyenne de l'action établie durant les vingt jours de cotation se terminant le jour précédant la date d'attribution de l'option.

Selon IFRS 2, la juste valeur des plans de stock-options attribués depuis le 7 novembre 2002 (plans de mai 2003, de mai 2006, de mars 2007, 2008, 2009 et plans de 2010) est reconnue en charge sur la durée de vie du plan, ce qui a représenté une charge de 7,2 M€ au 1^{er} semestre clos le 30 juin 2010 (dont 3,7 M€ attribués aux dirigeants du Groupe) et une charge de 10,6 M€ au 30 juin 2009 (dont 3,5 M€ attribués aux dirigeants du Groupe).

Le tableau qui suit résume l'information relative à l'évolution des plans de stock-options :

(prix moyen d'exercice en euros)	30 juin 2010		30 juin 2009	
	Options	Prix moyen d'exercice	Options	Prix moyen d'exercice
Options non exercées en début de période.....	4 958 740	22,35	4 181 985	25,43
Attributions.....	1 768 150	18,85	1 327 000	8,82
Exercées.....	(242 879)	6,70	(7 500)	4,60
Echues non exercées.....	(38 098)	14,95	(294 860)	15,05
Options non exercées en fin de période.....,	6 445 913	14,23	5 206 625	21,81

NOTE 5 - ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITE ET ZONE GEOGRAPHIQUE

L'information financière est présentée par secteur d'activité sur la base du système de reporting interne et de l'information segmentée interne utilisée pour piloter et mesurer la performance au sein du Groupe.

CGG Veritas a organisé ses opérations en deux secteurs d'activité opérationnels : les services géophysiques et les équipements géophysiques.

Le secteur des services géophysiques comprend :

- les contrats « Terrestre » : services d'acquisition terrestre, en zones de transition et en eaux peu profondes, menées par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
- les contrats « Marine » : services d'acquisition marine menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
- les contrats « Multi-clients » terrestre et marine : acquisitions de données sismiques menées par le Groupe et vendues à plusieurs clients sur une base non-exclusive ;
- le « Traitement et Imagerie » : services de traitement et d'interprétation de données géophysiques et d'études de réservoir pour des tiers, au travers de centres ouverts (non-exclusifs) ou dédiés (à un client).

Le secteur des Équipements géophysiques, opéré à travers Sercel Holding SA et ses filiales, est chargé de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités Terrestre et Marine.

Les ventes internes entre les deux secteurs d'activité sont effectuées à des prix proches de ceux du marché et concernent principalement des ventes de matériels effectuées par le secteur équipements géophysiques au secteur Services géophysiques. Les ventes inter-secteurs et le résultat opérationnel en découlant, reconnus par le secteur des Equipements, sont éliminés en consolidation, et présentés dans la colonne « Éliminations et ajustements » dans les tableaux qui suivent.

Le résultat opérationnel présenté inclut des éléments exceptionnels qui sont mentionnés s'ils sont significatifs. Les frais de siège qui couvrent principalement les activités de direction, de financement et d'administration juridique et fiscale sont inclus dans la colonne "Éliminations et ajustements" dans les tableaux qui suivent. Le Groupe ne présente pas d'éléments du résultat financier par secteur d'activité dans la mesure où ces indicateurs ne sont pas suivis par secteur et la gestion des financements et placements est principalement effectuée au niveau de la société-mère.

Les actifs identifiables sont ceux utilisés dans l'activité de chaque secteur d'activité et zone géographique. Les actifs non affectés aux activités et ceux du siège sont relatifs aux actifs financiers et disponibilités.

Les tableaux ci-après présentent le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel et les actifs identifiables par secteur d'activité, ainsi que le chiffre d'affaires par destination et zone géographique.

Analyse par Secteur d'activité

(en millions d'euros)	Pour le trimestre clos le 30 juin 2010				Pour le trimestre clos le 30 juin 2009			
	Services	Equipements	Eliminations et Ajustements	Total Consolidé	Services (a)	Equipements	Eliminations et Ajustements (a)	Total Consolidé
Chiffre d'affaires tiers	353,3	144,7	-	498,0	409,3	163,3	-	572,6
Chiffre d'affaires inter activités ...	-	45,9	(45,9)	-	0,2	11,9	(12,1)	-
Chiffre d'affaires total	353,3	190,6	(45,9)	498,0	409,5	175,2	(12,1)	572,6
Autres produits des activités ordinaires	-	0,7	-	0,7	-	0,8	-	0,8
Total produits des activités ordinaires	353,3	191,3	(45,9)	498,7	409,5	176,0	(12,1)	573,4
Résultat d'Exploitation	4,1	50,5	(26,1) ^(b)	28,5	(39,3)	41,9	(19,1) ^(a)	(16,5)
Résultat des sociétés mises en équivalence	(2,3)	-	-	(2,3)	2,0	-	-	2,0
Acquisition d'immobilisations (c)	112,9	9,6	-	122,5	103,9	3,7	0,3	107,9
Dotation aux amortissements (d)	86,8	8,8	0,4	96,0	133,0	6,9	0,4	140,3
Investissements dans les sociétés mises en équivalence	1,2	-	-	1,2	-	-	-	-

(a) l'information relative au segment Services pour le trimestre clos le 30 juin 2009 a été retraitée pour refléter les changements intervenus au sein de notre reporting financier interne en 2010 : (i) le résultat d'exploitation du segment Services est présenté après élimination des charges d'amortissement relatives aux investissements antérieurs réalisés par le segment Services auprès du segment Equipements (ii) les investissements de l'exercice du segment Services sont présentés après élimination de la marge inter-segment. Ces éliminations étaient auparavant présentées dans la colonne « Éliminations et Ajustements ».

(b) y compris des frais de siège s'élevant à 9,6 M€ pour le 2^{ème} trimestre 2010 contre 11,5 M€ pour le 2^{ème} trimestre 2009.

(c) y compris des acquisitions d'études multi-clients pour un montant de 65,8 M€ pour le 2^{ème} trimestre 2010 contre 75,0 M€ pour le 2^{ème} trimestre 2009, et des coûts de développement capitalisés pour un montant de 3,5M€ pour le 2^{ème} trimestre 2010 contre 3,1M€ pour le 2^{ème} trimestre 2009 pour le secteur des Services. Les coûts de développement capitalisés pour le secteur des Equipements s'élèvent à 0,7M€ pour le 2^{ème} trimestre 2010 contre 0,4 M€ pour le 2^{ème} trimestre 2009.

(d) y compris l'amortissement d'études multi-clients pour un montant de 40,3 M€ pour le 2^{ème} trimestre 2009 contre 48,6 M€ pour le 2^{ème} trimestre 2009.

(en millions de US\$)	Pour le trimestre clos le 30 juin 2010 (1)				Pour le trimestre clos le 30 juin 2009 (1)			
	Services	Equipe- ments	Éliminations et ajustements	Total Consolidé	Services	Equipe- ments	Éliminations et ajustements	Total Consolidé
Chiffre d'affaires tiers	459,9	187,0	-	646,9	557,6	223,6	(2,3)	778,9
Chiffre d'affaires inter secteurs	-	60,1	(60,1)	-	0,3	15,1	(15,4)	-
Chiffre d'affaires total	459,9	247,1	(60,1)	646,9	557,9	238,7	(17,7)	778,9
Autres produits des activités ordinaires	-	0,9	-	0,9	-	1,2	-	1,2
Produits des activités ordinaires	459,9	248,0	(60,1)	647,8	557,9	239,9	(17,7)	780,1
Résultat opérationnel	5,1	65,8	(33,8)	37,1	(50,7)	56,7	(25,6)	(19,6)

(1) Correspond à la différence entre le semestre en dollars US\$ et le premier trimestre en US\$

(en millions d'euros)	Pour le semestre clos le 30 juin 2010				Pour le semestre clos le 30 juin 2009			
	Services	Equipements	Eliminations et Ajustements	Total Consolidé	Services (a)	Equipements	Eliminations et Ajustements (a)	Total Consolidé
Chiffre d'affaires tiers	718,8	277,2	-	996,0	933,6	287,5	-	1 221,1
Chiffre d'affaires inter activités ...	0,2	72,3	(72,5)	-	0,6	41,5	(42,1)	-
Chiffre d'affaires total	719,0	349,5	(72,5)	996,0	934,2	329,0	(42,1)	1 221,1
Autres produits des activités ordinaires	-	1,6	-	1,6	-	1,6	-	1,6
Total produits des activités ordinaires	719,0	351,1	(72,5)	997,6	934,2	330,6	(42,1)	1 222,7
Résultat d'Exploitation	14,2	86,0	(45,4)^(b)	54,8	41,4	83,0	(40,7)^(a)	83,7
Résultat des sociétés mises en équivalence	(2,1)	-	-	(2,1)	2,4	-	-	2,4
Acquisition d'immobilisations (c)	211,7	12,3	-	224,0	232,0	8,9	0,3	241,2
Dotation aux amortissements (d)	173,7	17,1	0,8	191,6	234,1	13,7	0,8	248,6
Investissements dans les sociétés mises en équivalence	1,2	-	-	1,2	-	4,0	-	4,0
Actifs identifiables	4 570,7	797,0	(286,5)	5 081,2	4 404,3	732,3	(209,4)	4 927,2
Actifs non affectés aux activités ..				440,6				599,1
Total des Actifs				5 521,8				5 526,3

(a) l'information relative au segment Services pour le trimestre clos le 30 juin 2009 a été retraitée pour refléter les changements intervenus au sein de notre reporting financier interne en 2010 : (i) le résultat d'exploitation du segment Services est présenté après élimination des charges d'amortissement relatives aux investissements antérieurs réalisés par le segment Services auprès du segment Equipements (ii) les investissements de l'exercice du segment Services sont présentés après élimination de la marge inter-segment. Ces éliminations étaient auparavant présentées dans la colonne « Eliminations et Ajustements ».

(b) y compris des frais de siège s'élevant à 21,7 M€ pour le 1^{er} semestre 2010 contre 20,3 M€ pour le 1^{er} semestre 2009.

(c) y compris des acquisitions d'études multi-clients pour un montant de 128,0 M€ pour le 1^{er} semestre 2010 contre 144,5 M€ pour le 1^{er} semestre 2009, et des coûts de développement capitalisés pour un montant de 6,8 M€ pour le 1^{er} semestre 2010 contre 6,4 M€ pour le 1^{er} semestre 2009 pour le secteur des Services, et aucune immobilisation acquise en crédit bail pour le 1^{er} semestre 2010, 22,8 M€ pour le 1^{er} semestre 2009 pour le secteur des Services. Les coûts de développement capitalisés pour le secteur des Equipements s'élèvent à 1,4 M€ pour le 1^{er} semestre 2010 contre 1,0 M€ pour le 1^{er} semestre 2009.

(d) y compris l'amortissement d'études multi-clients pour un montant de 80,2 M€ pour le 1^{er} semestre 2010 contre 89,0 M€ pour le 1^{er} semestre 2009.

(en millions de US\$)	Pour le semestre clos le 30 juin 2010(a)				Pour le semestre clos le 30 juin 2009			
	Services (a)	Equipe- ments (b)	Éliminations et ajustements	Total Consolidé (c)	Services (a)	Equipe- ments (b)	Éliminations et ajustements	Total Consolidé (c)
Chiffre d'affaires tiers	971,0	372,0	-	1 343,0	1 245,8	384,3	-	1 630,1
Chiffre d'affaires inter secteurs	0,2	97,0	(97,2)	-	0,8	55,5	(56,3)	-
Chiffre d'affaires total	971,2	469,0	(97,2)	1 343,0	1 246,6	439,8	(56,3)	1 630,1
Autres produits des activités ordinaires	-	2,1	-	2,1	-	2,1	-	2,1
Produits des activités ordinaires	971,2	471,1	(97,2)	1 345,1	1 246,6	441,9	(56,3)	1 632,2
Résultat opérationnel	19,2	115,4	(60,8)	73,8	55,3	111,0	(54,4)	111,8

(a) Les montants en dollar US représentent les montants en Euro convertis au taux moyen de 1,351 US\$ pour 1 euro en 2010 et au taux moyen de 1,334 US\$ pour 1 euro en 2009.

(b) Les montants en dollar US pour le secteur équipements sont convertis au taux moyen de 1,342 US\$ pour 1 euro en 2010 et au taux moyen de 1,337 en 2009.

(c) Le montant total consolidé en dollar US est converti au taux moyen de 1,348 US\$ pour 1 euro en 2010, et de 1,335 US\$ pour 1 euro en 2009 qui correspond au taux moyen pondéré du chiffre d'affaires de chaque segment.

Chiffre d'affaires par zone géographique

Les tableaux ci-après présentent les chiffres d'affaires consolidés par destination géographique et leur poids par rapport au chiffre d'affaires consolidé total, respectivement pour chacune des périodes sous revue :

Exceptés les pourcentages, en millions de	2 ^{ème} trimestre clos le 30 juin					
	2010			2009		
	€	US\$ (a)		€	US\$ (a)	
Amérique du nord.....	126,1	163,9	25%	113,2	154,0	20%
Amérique latine	41,9	52,9	9%	35,6	48,4	6%
Europe, Afrique et Moyen Orient ..	224,4	293,2	45%	267,7	363,6	47%
Asie Pacifique.....	105,6	136,9	21%	156,1	212,9	27%
Total	498,0	646,9	100%	572,6	778,9	100%

(a) Correspond à la différence entre le semestre en dollars US\$ et le premier trimestre en US\$

Exceptés les pourcentages, en millions de	1 ^{er} semestre clos le 30 juin					
	2010			2009		
	€	US\$ (a)		€	US\$ (a)	
Amérique du nord.....	252,7	340,8	25 %	242,8	324,1	20%
Amérique latine	115,7	156,0	12%	71,7	95,8	6%
Europe, Afrique et Moyen Orient ..	413,3	557,3	41%	542,8	724,6	44%
Asie Pacifique.....	214,3	288,9	22%	363,8	485,6	30%
Total	996,0	1 343,0	100%	1 221,1	1 630,1	100%

(a) Les montants en dollar US représentent les montants en euro convertis au taux moyen de 1,348 US\$ pour 1 euro en 2010 et au taux moyen de 1,355 US\$ pour 1 euro en 2009

NOTE 6– AUTRES PRODUITS ET CHARGES

Plan de restructuration marine

Au cours du premier semestre 2010, le Groupe a décaissé environ 25 millions de dollars US au titre du plan de restructuration marine de 2009. Ces coûts ont été compensés par les reprises de provisions correspondantes.

NOTE 7 – ENGAGEMENTS ET LITIGES

Obligations contractuelles et engagements hors bilan

Le 5 mars 2010, le Groupe a étendu la durée du contrat d'affrètement du navire sismique *Vanquish* jusqu'à Novembre 2020. A l'issue de cette période d'extension, soit deux périodes complémentaires de 5 ans ou une option d'achat pour MUS\$44 pourront être exercées.

Le 17 juin 2010, le Groupe a étendu la durée du contrat d'affrètement « coque nue » du navire sismique *Endeavour* jusqu'en mars 2018 pour un engagement additionnel de 30 MUS\$, avec deux options d'extension de 5 ans complémentaires.

Litiges et autres risques

Le 29 janvier 2010, le jury populaire de Texarkana, Texas a déclaré que la société Sercel Inc avait contrefait le brevet américain n°5 852 242 et que le plaignant, la société ION, avait droit à 25,2 millions de dollars U.S. de dédommagement pour les pertes de profit subies. Sercel Inc a demandé au tribunal d'infirmier ces conclusions dans la mesure où la société ION n'est pas en mesure de prouver que le brevet a été contrefait. De plus, Sercel Inc invoque la nullité du brevet. Les parties attendent maintenant que le jugement final soit rendu par le Tribunal avant toute nouvelle action. Le Tribunal avait déjà déclaré que trois des sept revendications étaient invalides pour imprécision et qu'une autre revendication n'était pas enfreinte. Sercel estime ne pas contrefaire le brevet en cause et conteste le bien fondé de ces demandes.

Il est estimé que cette action en justice n'est pas de nature à avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du groupe. En conséquence, il n'a été fait l'objet d'aucune provision dans les comptes, en dehors des frais inhérents à la préparation de la défense.

NOTE 8 - TRANSACTIONS AVEC DES SOCIETES LIEES

Le Groupe fournit des services à certaines sociétés liées dans le cadre de contrats conclus aux conditions de marché. De même, il reçoit des prestations en provenance d'une ou plusieurs de ces sociétés.

	Au 30 juin	
	2010	2009
	(en millions d'euros)	
Résultat d'exploitation		
Ventes de matériel géophysique à Argas	24,5	27,2
Revenus d'affrètement de l' <i>Alizé</i> perçus de LDA	7,0	5,9
Prestation de conseil technique / location d'équipements à Argas	8,5	5,6
Ventes de matériel géophysique à JV Xian Peic.....	<u>3,4</u>	<u>0,1</u>
Produits	<u>43,4</u>	<u>38,8</u>
Charges d'affrètement réglées à Norwegian Oilfield Services AS	15,8	18,4
Location d'équipement d'Argas	8,5	-
Achats de matériel géophysique à Tronic's	2,3	1,9
Charges pour gestion de l' <i>Alizé</i> réglées à LDA	6,9	4,0
Achats de matériel géophysique à Cybernetix	4,8	3,7
Coût des services rendus par JV Xian Peic.....	<u>0,2</u>	=
Charges	<u>38,5</u>	<u>28,0</u>

	Au 30 juin	
	2010	2009
	(en millions d'euros)	
<u>Créances et dettes fournisseurs</u>		
Créance commerciale sur LDA.....	5,5	—
Créance commerciale sur Argas	5,3	
Créance vis-à-vis de Norwegian Oilfield Services AS	<u>7,5</u>	<u>8,2</u>
Clients et comptes rattachés.....	<u>18,3</u>	<u>8,2</u>
Dettes commerciales vis-à-vis de LDA	1,8	5,8
Dettes commerciales vis-à-vis de Cybernetix	0,2	-
Dettes commerciales vis-à-vis de Argas	<u>4,9</u>	-
Fournisseurs et comptes rattachés	<u>6,9</u>	<u>5,8</u>
Prêt à Eidesvik Seismic Vessel AS.....	5,9	-
Actifs financiers	<u>5,9</u>	-

Engagements

Engagements des loyers futurs vis-à-vis de LDA.....	43,7	41,5
Engagements des loyers futurs vis-à-vis de Norwegian Oilfield Services AS.....	150,9	184,0
Engagements des loyers futurs vis-à-vis de Eidesvik Seismic Vessel AS	<u>436,1</u>	-
Engagements hors-bilan	<u>630,7</u>	<u>225,5</u>

LDA fournit des services de gestion de flotte marine au Groupe. Par ailleurs, LDA est, avec CGGVeritas, actionnaire de Geomar, qui détient elle-même le navire sismique *Alizé*. Geomar fournit des services d'affrètement de navire à LDA.

Argas, JV Xian Peic, Cybernetix, Norwegian Oilfield Services AS, Eidesvik Seismic Vessel AS et Oceanic Seismic Vessel AS sont des sociétés consolidées par mise en équivalence.

Le groupe détient une participation financière de 16% dans Tronic's.

NOTE 9 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le 1er juillet 2010, le Groupe a pris livraison de l'*Oceanic Vega*, son nouveau navire sismique.

Le 15 juillet 2010, nos facilités de crédit senior « Term Loan B » ont fait l'objet d'un avenant. Cet avenant a étendu la maturité de 340 MUS\$ des 515 MUS\$ restants dus au 30 juin 2010, de janvier 2014 à janvier 2016, et assoupli la plage de ratios financiers (covenants) à respecter.

En contrepartie, les taux d'intérêts applicables à l'ensemble des facilités de crédit senior ont augmenté de 1% pour les montants dont la maturité a été étendue.

La tranche dont la maturité a été étendue à 2016 verra sa maturité accélérée à février 2015 si les obligations à haut rendement à échéance de mai 2015 ne sont pas refinancées en février 2015.

L'avenant modifie les ratios financiers à respecter de la façon suivante :

- le seuil maximal de ratio EBITDAS/dette financière nette par trimestre et sur douze mois glissants : 2,75 jusqu'à fin 2011, 2,50 en 2012, 2,25 en 2013, 2 en 2014 et 1,75 en 2015
- le seuil minimal de ratio EDITDAS rapporté aux charges financières par trimestre et sur douze mois glissants : 3,50 jusqu'à fin 2012, 4 en 2013, 4,50 en 2014 et 5 en 2015.

PARTIE 2: PRESENTATION ET ANALYSE DU CONTEXTE ET DES RESULTATS DES OPERATIONS

Organisation du Groupe

L'information financière est présentée par secteur d'activité sur la base du système de reporting interne et de l'information segmentée interne utilisée pour piloter et mesurer la performance au sein du Groupe, CGG Veritas a organisé ses opérations en deux secteurs d'activité opérationnels : les services géophysiques et les équipements géophysiques,

Le secteur des services géophysiques comprend :

- les contrats « Terrestre » : services d'acquisition terrestre, en zones de transition et en eaux peu profondes, menées par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
- les contrats « Marine » : services d'acquisition marine menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
- les contrats « Multi-clients » : acquisitions de données sismiques menées par le Groupe et vendues à plusieurs clients sur une base non-exclusive ;
- le « Traitement et Imagerie » : services de traitement et d'interprétation de données géophysiques et d'études de réservoir pour des tiers, au travers de centres ouverts (non-exclusifs) ou dédiés (à un client),

Le secteur des Équipements, opéré à travers Sercel Holding SA et ses filiales, est chargé de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités Terrestre et Marine.

Facteurs affectant les résultats des opérations

Environnement de marché des activités géophysiques

La demande globale des services géophysiques est dépendante des dépenses des sociétés pétrolières et gazières en matière d'exploration, de production, de développement et de gestion des champs pétroliers. Nous estimons que le montant des dépenses de ces sociétés dépend de l'estimation qu'elles font de leur capacité à fournir le marché du pétrole et du gaz de manière efficiente à l'avenir, et de la balance actuelle de l'offre et de la demande d'hydrocarbures.

Le marché de l'activité géophysique a été historiquement cyclique. Nous pensons que plusieurs facteurs contribuent à la volatilité du marché, comme les incertitudes géopolitiques qui peuvent durablement affecter la confiance et la visibilité de ses clients, essentielles dans leur processus d'investissements à long terme, les prévisions à moyen-long terme concernant l'offre et la demande de pétrole et de gaz. Au cours du 4^{ème} trimestre 2009, les écarts d'acquisition de l'activité marine ont fait l'objet d'une dépréciation de 216 M€, résultant des conditions de marché.

La demande en équipements sismiques en 2010 est tirée par les besoins technologiques, et plus particulièrement par les technologies différenciantes. Pour les services géophysiques, l'activité commerciale est soutenue par de nouvelles opportunités dans la plupart des régions, et tout particulièrement pour les technologies avancées, adaptées aux environnements difficiles et aux études non conventionnelles. D'une façon plus générale, les services géophysiques en 2010 seront dépendants de l'impact des événements dans le Golfe du Mexique sur les ventes multi clients et les contrats marine, qui à ce stade demeurent incertains.

Fluctuations des monnaies étrangères

Le Groupe réalise une partie substantielle de son chiffre d'affaires à l'international, et se trouve, dans ces conditions, exposé aux risques de variations des cours des devises étrangères,

Dans la mesure où certaines tendances de l'activité peuvent être altérées par des variations de cours des devises, certains chiffres en euros ont été convertis en dollars U.S. dans cette Présentation et Analyse du Contexte et des Résultats des Opérations. Pour plus d'informations, voir le paragraphe « Informations conjoncturelles – Variation du cours des devises ».

Sauf indication particulière, les informations bilantielles exprimées en dollars US sont converties de l'euro au dollar US en utilisant le taux en vigueur à la date de clôture, et les informations du compte de résultat exprimées en dollars US sont converties de l'euro au dollar en utilisant le taux moyen de la période concernée. Les taux de change au 31 décembre 2009

et au 30 juin 2010 étaient respectivement de 1,441 US\$ pour 1 € et 1,227 US\$ pour 1 €, et les taux moyens pour le 1^{er} semestre 2009 et le 1^{er} semestre 2010 étaient respectivement de 1,335 US\$ pour 1€ et de 1,348 US\$ pour 1€.

Acquisitions et cessions

Le 22 janvier 2010, le navire sismique *Harmattan* a été vendu pour 3,4 millions de dollars U.S.

Le 9 février 2010, le Groupe a exercé de manière anticipée son option d'achat concernant le navire sismique *Geo Challenger* pour un montant de 250 millions de couronnes norvégiennes. A cette même date, une notification de résiliation du contrat d'affrètement relatif au navire sismique *Pacific Titan* a également été envoyée.

Le 30 juin 2010, le Groupe a conclu avec Norfield AS un accord lui permettant d'acquérir la propriété du navire sismique *Voyager* en échange de certains actifs, dans le cadre de la restructuration de Norfield AS. Cet accord fait l'objet de certaines conditions suspensives. Compte tenu de cet accord, 58,1 millions d'euros d'actifs à transférer ont été classés en « actifs destinés à la vente » dans le bilan au 30 juin 2010.

Le 1er juillet 2010, le Groupe a pris livraison de l'*Oceanic Vega*, son nouveau navire sismique.

Endettement

Le 26 février 2010, notre ligne de crédit renouvelable français de 35 M€ a été remboursée.

Le 15 juillet 2010, nos facilités de crédit senior « Term Loan B » ont fait l'objet d'un avenant. Cet avenant a étendu la maturité de 340 MUS\$ des 515 MUS\$ restants dus au 30 juin 2010, de janvier 2014 à janvier 2016, et assoupli la plage de ratios financiers (covenants) à respecter.

En contrepartie, les taux d'intérêts applicables à l'ensemble des facilités de crédit senior ont augmenté de 1% pour les montants dont la maturité a été étendue.

La tranche dont la maturité a été étendue à 2016 verra sa maturité accélérée à février 2015 si les obligations à haut rendement à échéance de mai 2015 ne sont pas refinancées en février 2015.

L'avenant modifie les ratios financiers à respecter de la façon suivante :

- le seuil maximal de ratio EBITDAS/dette financière nette par trimestre et sur douze mois glissants : 2,75 jusqu'à fin 2011, 2,50 en 2012, 2,25 en 2013, 2 en 2014 et 1,75 en 2015
- le seuil minimal de ratio EDITDAS rapporté aux charges financières par trimestre et sur douze mois glissants : 3,50 jusqu'à fin 2012, 4 en 2013, 4,50 en 2014 et 5 en 2015.

Nouveaux plans d'attribution de stock options et d'actions gratuites sous condition de performance

Le Conseil d'administration du 6 janvier 2010 a décidé d'attribuer 220 000 options de souscription d'actions à un bénéficiaire. Le prix de souscription a été fixé à 14,71 €. Les options ont une durée de 8 ans. 110 000 de ces options de souscription d'actions sont acquises immédiatement, 55 000 seront acquises le 7 janvier 2011 et 55 000 le 7 janvier 2012.

Le Conseil d'administration du 22 mars 2010 a décidé d'attribuer :

- 1 348 150 options de souscription d'actions à 338 bénéficiaires. Le prix de souscription a été fixé à 19,44 €. Les options ont une durée de 8 ans. Elles sont acquises par tiers sur les trois premières années du plan ;
- 509 925 actions gratuites sous conditions de performance à 332 bénéficiaires, dont 73 125 attribuées aux cadres dirigeants membres du Comité Exécutif (à l'exclusion du Président Directeur Général) ;
- 200 000 options de souscription d'actions au Président Directeur Général. Le prix d'exercice desdites options est de 19,44 €. Les droits aux dites options seront acquis par tiers sur les trois premières années du plan d'une durée de 8 ans. Cette acquisition par tiers est soumise à des conditions de performance fondées sur la réalisation de l'un des trois objectifs suivants:
 - un objectif d'évolution du cours de bourse de l'action apprécié au regard de l'indice boursier SBF 120,
 - un objectif d'évolution du cours de bourse de l'ADS apprécié au regard de l'indice boursier PHLX Oil Services SectorSM (OSXSM),
 - un objectif d'indicateur financier d'EBITDAS, exprimé en US\$ et relié à l'objectif correspondant de la partie variable annuelle de la rémunération des Mandataires Sociaux.

Les autres conditions du plan sont celles du plan général mis en place pour les autres cadres dirigeants et salariés du groupe.

Litiges et autres risques

Le 29 janvier 2010, le jury populaire de Texarkana, Texas a déclaré que la société Sercel Inc avait contrefait le brevet américain n°5 852 242 et que le plaignant, la société ION, avait droit à 25,2 millions de dollars U.S. de dédommagement pour les pertes de profit subies. Sercel Inc a demandé au tribunal d'infirmier ces conclusions dans la mesure où la société ION n'est pas en mesure de prouver que le brevet a été contrefait. De plus, Sercel Inc invoque la nullité du brevet. Les parties attendent maintenant que le jugement final soit rendu par le Tribunal avant toute nouvelle action. Le Tribunal avait déjà déclaré que trois des sept revendications étaient invalides pour imprécision et qu'une autre revendication n'était pas enfreinte. Sercel estime ne pas contrefaire le brevet en cause et conteste le bien fondé de ces demandes.

Il est estimé que cette action en justice n'est pas de nature à avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du groupe. En conséquence, il n'a été fait l'objet d'aucune provision dans les comptes, en dehors des frais inhérents à la préparation de la défense.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes du Groupe au 1^{er} juillet 2010 s'élevait à 1,5 Mds de dollar US,

Les contrats de services peuvent occasionnellement être modifiés par consentement mutuel, et dans certains cas peuvent être annulés par le client avec un préavis très court et sans pénalité, En conséquence, le carnet de commande à une date donnée peut ne pas représenter le résultat opérationnel réel d'une période à venir,

Comparaison entre le 2^{ème} trimestre 2010 et le 2^{ème} trimestre 2009

Chiffre d'affaires

Le tableau ci-après présente les chiffres d'affaires consolidés par Lignes de produit et leur poids par rapport au chiffre d'affaires consolidé total, respectivement pour chacune des périodes sous revue :

Exceptés les pourcentages, en millions de	2 ^{ème} trimestre					
	2010			2009		
	€	US\$ (a)		€	US\$ (a)	
Terrestre	86,1	111,5	17%	70,1	95,9	12%
Marine.....	195,5	254,7	40%	267,7	364,4	47%
Traitement et Imagerie.....	71,7	93,7	14%	71,5	97,3	12%
Total Services.....	353,3	459,9	71%	409,3	557,6	71%
Equipements	144,7	187,0	29%	163,3	221,3	28%
Total	498,0	646,9	100%	572,6	778,9	100%

(a) Correspond à la différence entre le semestre en dollars US\$ et le premier trimestre en US\$

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe du 2^{ème} trimestre 2009 est en baisse de 13% à 498,0 M€ par rapport à 572,6 M€ de la période 2009 comparable. Exprimé en dollar US, le chiffre d'affaires consolidé trimestriel du Groupe a diminué de 17% d'une année sur l'autre en passant de 778,9 M\$ au 2^{ème} trimestre 2009 à 646,9 M\$ au 2^{ème} trimestre 2010. Cette diminution est attribuable au secteur Services.

Services

Le chiffre d'affaires des Services (à l'exclusion des ventes intra-groupe) a diminué de 14% au 2^{ème} trimestre 2010 à 353,3 M€ par rapport à celui de la période comparable en 2009, soit 409,3 M€. Exprimé en dollar US, le chiffre d'affaires des Services a baissé de 18% principalement en raison de l'ajustement de notre capacité marine et du faible niveau des ventes multi-client.

Marine

Le chiffre d'affaires de l'activité Marine au 2^{ème} trimestre 2010 est en baisse de 27% à 195,5 M€ par rapport à 267,6 M€ de la période 2009 comparable, et en baisse de 30% en US\$.

Les revenus des contrats Marine, en diminution de 22%, s'élèvent à 149,5 M€ au 2^{ème} trimestre 2010 par rapport à la période 2009 comparable, soit 191,2 M€ (la baisse en US\$ étant de 25%). Cette baisse est principalement due au programme d'ajustement de notre flotte. Les 9 navires de faible capacité ont été retirés de nos opérations. Au cours du 2^{ème} trimestre 2010, 73% de notre flotte 3D haut de gamme étaient dédiés aux contrats exclusifs. Au 2^{ème} trimestre 2010, les taux de disponibilité et de production des navires étaient de 92%. Les revenus des contrats Marine représentaient 76% des ventes de l'activité Marine au 2^{ème} trimestre 2010, contre 71% au 2^{ème} trimestre 2009.

Les revenus de la librairie de données multi-clients marine ont diminué de 40% à 46,0 M€ au 2^{ème} trimestre 2010 par rapport à la période 2009 comparable, soit 76,4 M€ (la diminution en US\$ étant de 42%), principalement dus à une réduction générale de la demande. Les préfinancements, en diminution de 9%, s'élevaient à 32,0 M€ au 2^{ème} trimestre 2010 contre 35,4 M€ pour la période comparable 2009 (la baisse étant de 12% en US\$). Les après-ventes, en baisse de 66%, s'élevaient à 14,0 M€ au 2^{ème} trimestre 2010 comparé à 41,0 M€ en 2009 (l'augmentation en US\$ étant de 68%). Cette baisse est essentiellement due à la situation dans le Golfe du Mexique et au retard de publication de la nouvelle loi sur les zones pré-sel au Brésil.

Terrestre

Le chiffre d'affaires de l'activité Terrestre s'est élevé au 2^{ème} trimestre 2010 à 86,1 M€, en hausse de 23% par rapport à celui de la période 2009 comparable, soit 70,1 M€ (la hausse en US\$ étant de 16%).

Les revenus des contrats Terrestre ont augmenté légèrement de 2% à 61,7 M€ au 2^{ème} trimestre 2010, contre 60,6 M€ pour la période 2009 comparable (et en baisse de 4% en US\$). 13 équipes ont opéré au cours du 2^{ème} trimestre 2010 contre 12 au 2^{ème} trimestre 2009. La demande au Moyen-Orient reste élevée et tend à se renforcer avec la mobilisation de nouvelles équipes d'acquisition de fond de mer. Les revenus des contrats représentaient 72% des revenus de l'activité Terrestre au 2^{ème} trimestre 2010 et 86% pour la période 2009 comparable.

Les préfinancements de la librairie de données multi-clients terrestre, avec un taux de préfinancement de 112%, ont augmenté de façon significative à 11,9 M€ pour le 2^{ème} trimestre 2010 par rapport à la période 2009 comparable, soit 1,1 M€. La hausse est due à l'intérêt porté à nos données sismiques aux Etats-Unis, notamment celles provenant de notre étude « shale gaz » du bassin de Haynesville terminée en mai 2010, et du nouveau programme Marcellus. Les après-ventes étaient également en progression de 49% à 12,5 M€ au 2^{ème} trimestre 2010 comparé à 8,4 M€ pour la période comparable 2009 (la hausse en US\$ étant de 45%).

Traitement et Imagerie

Le chiffre d'affaires du Traitement et Imagerie est resté stable au 2^{ème} trimestre 2010 à 71,7 M€ par rapport à la période 2009 comparable (et diminué de 4% en dollars) grâce à une demande toujours forte pour nos technologies de traitement profondeur de haut de gamme.

Equipements

Le chiffre d'affaires du secteur Equipements (avant élimination des 24% de ventes intra-groupe) était en progression de 9% à 190,6 M€ contre à 175,2 M€ au 2^{ème} trimestre 2009. En dollars US, le chiffre d'affaires progressait de 4% à 247,1 MUS\$ au 2^{ème} trimestre 2010 contre 238,7 MUS\$ pour la période 2009 comparable, confirmant la reprise du marché des équipements sismiques. Les ventes d'équipements ont été élevées ce trimestre grâce à une demande croissante en streamers solides Sentinel destinés à équiper de nouveaux navires et au bon niveau des ventes d'équipements terrestres.

Le chiffre d'affaires, à l'exclusion des ventes intra-groupe, a diminué d'une année sur l'autre de 11%, en passant de 163,3 M€ sur le 2^{ème} trimestre 2009 à 144,7 M€ au 2^{ème} trimestre 2010 (en diminution de 15% en US\$).

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation, y compris les amortissements et dépréciations, sont en recul de 12% à 398,9 M€ au 2^{ème} trimestre 2010 par rapport à 453,8 M€ lors la période comparable de 2009, principalement due à la baisse de l'activité en marine, et à l'impact du plan de restructuration marine et la réduction de certaines dettes. Exprimées en pourcentage du

chiffre d'affaires consolidé, les charges d'exploitation s'élevaient à 80% au 2^{ème} trimestre 2010, comparé à 79% pour la période comparable 2009. La marge brute d'exploitation a diminué de 17% à 99,8 M€ au 2^{ème} trimestre 2010 comparé à 119,6 M€ au 2^{ème} trimestre 2009, représentant respectivement 20% et 21% du chiffre d'affaires consolidé.

Les dépenses de recherche et de développement ont augmenté de 12% à 15,5 M€ au 2^{ème} trimestre 2010, correspondant à 3% du chiffre d'affaires trimestriel, alors qu'elles s'élevaient à 13,8 M€ au 2^{ème} trimestre 2009, soit 2% du chiffre d'affaires trimestriel.

Les dépenses administratives et générales sont restées stables au 2^{ème} trimestre 2010 à 47,2 M€ par rapport à la période comparable de 2009.

Les dépenses marketing et commerciales se sont élevées au 2^{ème} trimestre 2010 à 13,4 M€, en diminution de 4%, contre 14,0 M€ pour la période comparable en 2009.

Les autres revenus d'exploitation se sont élevés à 4,8 M€ au 2^{ème} trimestre 2010, principalement en raison de cessions d'actifs. Les autres charges de 61,3 M€ au 2^{ème} trimestre 2009 incluaient essentiellement une provision pour restructuration marine.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation au 2^{ème} trimestre 2010 s'est élevé à 28,5 M€ contre une perte de 16,5 M€ pour la période 2009 comparable pour les raisons décrites plus haut. Avant coûts de restructuration, le résultat d'exploitation au 2^{ème} trimestre 2009 était un profit de 48,4 M€.

Le résultat d'exploitation des Services au 2^{ème} trimestre 2010 s'est élevé à 4,1 M€ à comparer à une perte d'exploitation de 39,3 M€ pour la période 2009 comparable. Avant coûts de restructuration, le résultat d'exploitation au 2^{ème} trimestre 2009 était un profit de 25,5 M€.

Le résultat d'exploitation des Equipements au 2^{ème} trimestre 2010 a augmenté de 21% à 50,5 M€ à comparer à un résultat de 41,9 M€ pour la période 2009 comparable (soit une augmentation de 16% en US\$).

Résultat financier et charges financières

Le coût net de l'endettement financier est resté stable à 25,8 M€ au 2^{ème} trimestre 2010 comparé à la même période de 2009.

Les autres produits financiers au 2^{ème} trimestre 2010 se sont élevés à 8,0 M€ à comparer à une charge de 5,3 M€ pour la période 2009 comparable en raison de l'effet de variations de change.

Impôts

Les charges d'impôts se sont élevées à 2,0 M€ au 2^{ème} trimestre 2010 contre un produit d'impôt de 19,6 M€ au 2^{ème} trimestre 2009. Avant impôts différés sur les variations de change, le taux effectif d'impôt est de 21% au 2^{ème} trimestre 2010 contre 30% pour la période comparable en 2009.

Sociétés mises en équivalence

Le résultat des sociétés mises en équivalence s'est traduit par une perte de 2,3 M€ au 2^{ème} trimestre 2010 contre un profit de 2,0 M€ au 2^{ème} trimestre 2009. Cette baisse est principalement attribuable à Argas, la joint venture du Groupe en Arabie Saoudite.

Résultat net

Le résultat net au 2^{ème} trimestre 2010 était de 6,3 M€ à comparer à une perte de 25,5 M€ pour la période comparable en 2009, résultant de l'ensemble des facteurs présentés ci-dessus.

Comparaison entre le 1^{er} semestre 2010 et le 1^{er} semestre 2009

Chiffre d'affaires

Le tableau ci-après présente les chiffres d'affaires consolidés par Lignes de produit et leur poids par rapport au chiffre d'affaires consolidé total, respectivement pour chacune des périodes sous revue :

Exceptés les pourcentages, en millions de	Au 30 juin					
	2010			2009		
	€	US\$ (a)		€	US\$ (a)	
Terrestre	186,5	252,0	19%	179,9	240,1	15%
Marine.....	393,7	531,7	39%	605,0	807,3	50%
Traitement et Imagerie.....	138,6	187,3	14%	148,7	198,4	12%
Total Services.....	718,8	971,0	72%	933,6	1.245,8	76%
Equipements	277,2	372,0	28%	287,5	384,3	24%
Total	996,0	1.343,0	100%	1 221,1	1 630,1	100%

(a) Les montants en dollar US représentent les montants en Euro convertis au taux moyen respectivement de 1,348 US\$, 1,351 US\$, 1,342 US\$ pour 1 euro en 2010 pour le Groupe, les secteurs Services et Equipements et au taux moyen de 1,335 US\$, 1,334 US\$ et 1,337 US\$ pour 1 euro en 2009 pour le Groupe, les secteurs Services et Equipements en 2009.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe du 1^{er} semestre 2010 s'est élevé à 996,0 M€, en recul de 18% par rapport à celui de la période 2009 comparable, soit 1 221,1 M€. Exprimé en dollar US, le chiffre d'affaires consolidé semestriel du Groupe a diminué également de 18% d'une année sur l'autre, en passant de 1 630,1 M\$ au 1^{er} semestre 2009 à 1 343,0 M\$ au 1^{er} semestre 2010. Cette baisse est principalement due au secteur Services.

Services

Le chiffre d'affaires des Services (à l'exclusion des ventes intra-groupe) a baissé de 23% au 1^{er} semestre 2010 à 718,8 M€ par rapport à celui de la période comparable en 2009, soit 933,6 M€, représentant une diminution de 22% en US\$, reflétant le faible niveau de prix des contrats attribués au cours du second semestre 2009.

Marine

Le chiffre d'affaires de l'activité Marine s'est élevé au 1^{er} semestre 2010 à 393,7 M€, en baisse de 35% par rapport à celui de la période 2009 comparable, soit 605,0 M€ (la baisse en US\$ étant de 34%).

Les revenus des contrats Marine s'élèvent à 294,7 M€ au 1^{er} semestre 2010, soit une diminution de 37% par rapport à la période 2009 comparable, soit 475,2 M€ (la diminution en US\$ étant de 37%), principalement due à des prix de marché plus bas et à l'ajustement de notre flotte initiée l'an dernier. Les revenus des contrats Marine ont représenté 75% des ventes de l'activité Marine au 1^{er} semestre 2010 contre 79% au cours du 1^{er} semestre 2009.

Les revenus de la librairie de données multi-clients marine ont diminué de 24% à 98,9 M€ au 1^{er} semestre 2010 par rapport à la période 2009 comparable, soit 129,8 M€ (la diminution en US\$ étant de 23%). Cette diminution est principalement due à une réduction générale de la demande. Les préfinancements, avec un taux de 51%, sont en diminution de 29% à 54,8 M€ au 1^{er} semestre 2010 contre 77,5 M€ pour la période comparable 2009 (la diminution en US\$ étant de 28%). Les après-ventes à 44,1 M€ au 1^{er} semestre 2010 sont en baisse de 17% comparé à 52,3 M€ au 1^{er} semestre 2009 (et en diminution de 15% en dollar US) avec globalement une faible activité, conséquence des conditions économiques et de la situation dans le Golfe du Mexique.

Terrestre

Le chiffre d'affaires de l'activité Terrestre s'est élevé au 1^{er} semestre 2010 à 186,5 M€, en hausse de 4% par rapport à celui de la période 2009 comparable, soit 179,9 M€ (la hausse en US\$ étant de 5%).

Les revenus des contrats Terrestre ont diminué de 11% à 143,2 M€ au 1^{er} semestre 2010, à comparer à 161,3 M€ pour la période 2009 comparable (la baisse en US\$ étant de 10%). 14 équipes ont opéré en moyenne au cours du 1^{er} semestre 2010 contre 15 au 1^{er} semestre 2009. Les revenus des contrats ont représenté 77% des revenus de l'activité Terrestre au 1^{er} semestre 2010 contre 89% au 1^{er} semestre 2009.

Les préfinancements de la librairie de données multi-clients terrestre, avec un taux de préfinancement de 114%, ont augmenté significativement à 24,0 M€ au 1^{er} semestre 2010 par rapport à 4,5 M€ pour la période 2009 comparable en raison du fort intérêt généré pour notre librairie de données aux Etats-Unis. Les après-ventes, en progression de 37%, étaient de 19,3 M€ au 1^{er} semestre 2010 contre 14,1 M€ pour la période comparable 2009 (l'augmentation en US\$ étant de 38%).

Traitement et Imagerie

Le chiffre d'affaires du Traitement et Imagerie a reculé de 7% au 1^{er} semestre 2010 à 138,6 M€ contre 148,7 M€ pour la période 2009 comparable (et diminué de 6% en dollar US).

Equipements

Le chiffre d'affaires du secteur Equipements, incluant les ventes intra-groupe, a progressé de 6% à 349,5 M€ au 1^{er} semestre 2010 comparé à 329,0 M€ pour la période comparable 2009. En dollar US, le chiffre d'affaires a augmenté de 7% à 469,0 MUS\$ au 1^{er} semestre 2010, comparé à 439,8 MUS\$ pour la période 2009 comparable en raison de l'augmentation de la demande en marine.

Le chiffre d'affaires, à l'exclusion des ventes intra-groupe, a diminué d'une année sur l'autre de 4% en passant de 287,5 M€ au 1^{er} semestre 2009 à 277,2 M€ au 1^{er} semestre 2009 (et diminué de 3% en US\$).

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation, y compris les amortissements et dépréciations, sont en diminution de 13% à 791,8 M€ au 1^{er} semestre 2010 par rapport à 907,8 M€ de la période comparable de 2009 principalement due à la baisse d'activité en marine. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les charges d'exploitation s'élevaient à 79% au 1^{er} semestre 2010 contre 74% pour la période comparable 2009. La marge brute d'exploitation a diminué de 35% à 205,8 M€ au 1^{er} semestre 2010 comparé à 314,9 M€ au 1^{er} semestre 2009, représentant respectivement 21% et 26% du chiffre d'affaires consolidé.

Les dépenses de recherche et de développement, ont baissé de 4%, s'élevant au 1^{er} semestre 2010 à 28,8 M€ contre 30,0 M€ au 1^{er} semestre 2009, soit 3% et 2% des chiffres d'affaires semestriels de 2010 et 2009.

Les dépenses administratives et générales, en diminution de 2%, se sont élevées au 1^{er} semestre 2010 à 96,5 M€ contre 98,8 M€ pour la période 2009 comparable.

Les dépenses marketing et commerciales se sont élevées au 1^{er} semestre 2010 à 30,1 M€, en augmentation de 4%, contre 28,9 M€ pour la période 2009 comparable.

Les autres produits d'exploitation se sont élevées à 4,4 M€ au 1^{er} semestre 2010 contre des autres charges de 73,5 M€ au 1^{er} semestre 2009 qui comprenaient une provision pour restructuration marine.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation au 1^{er} semestre 2010 a baissé de 35% à 54,8 M€ contre 83,7 M€ pour la période 2009 comparable (soit une diminution de 34% en US\$) pour les raisons décrites ci-dessus.

Le résultat d'exploitation des Services au 1^{er} semestre 2010 a diminué de 66% à 14,2 M€, à comparer à un résultat de 41,4 M€ pour la période 2009 comparable (soit une diminution de 65% en US\$). Avant coûts de restructuration marine, le résultat d'exploitation pour le 1^{er} semestre 2009 s'était élevé à 95,2 M€.

Le résultat d'exploitation des Equipements au 1^{er} semestre 2010 a augmenté de 4% à 86,0 M€, à comparer à un résultat de 83,0 M€ pour la période 2009 comparable (soit une augmentation de 4% en US\$).

Résultat financier et charges financières

Le coût net de l'endettement financier s'est élevé à 50,3 M€ au 1^{er} semestre 2010 contre 51,3 M€ au 1^{er} semestre 2009, soit une diminution de 1% (et une augmentation de 2% en US\$).

Impôts

Les charges d'impôts se sont élevées à 11,1 M€ au 1^{er} semestre 2010 contre 3,3 M€ au 1^{er} semestre 2009. Avant impôts différés sur les variations de change, le taux d'impôt effectif au 1^{er} semestre 2010 s'est élevé à 43% contre 31% pour la période comparable en 2009.

Sociétés mises en équivalence

Le résultat des sociétés mises en équivalence est une perte de 2,1 M€ au 1^{er} semestre 2010 contre un profit de 2,4 M€ au 1^{er} semestre 2009. Cette baisse est principalement attribuable à Argas, la joint venture du Groupe en Arabie Saoudite.

Résultat net

Le résultat net au 1^{er} semestre 2010 s'est élevé à 6,6 M€ à comparer à un résultat net de 28,6 M€ pour la période comparable en 2009, résultant de l'ensemble des facteurs présentés ci-dessus.

Ressources et besoins financiers

Nos principaux besoins financiers sont liés au financement des opérations d'exploitation courantes, des investissements industriels (plus particulièrement l'acquisition ainsi que les réparations et améliorations de nos navires sismiques), des investissements dans les études multi-clients, et des opérations d'acquisition (comme Veritas en 2007 et Wavefield en 2008).

Nous prévoyons de financer nos besoins en capitaux avec la trésorerie provenant des opérations, nos emprunts et facilités de crédit renouvelables américains et français. Nos facilités de crédit consistent en un crédit senior Term Loan B (515 MUS\$ au 30 juin 2010) à échéance janvier 2014 et pour 2016 pour la tranche des 340 MUS\$, et une ligne de crédit renouvelable US de 140 MUS\$ (non tirée au 30 juin 2010) à échéance janvier 2012. Le crédit bancaire français consiste en une ligne de crédit renouvelable senior de 200 MUS\$ (non tirée au 30 juin 2010) à échéance janvier 2012.

Nous pensons que nous ne sommes pas sujet à des contraintes de liquidité à court terme étant donné notre trésorerie disponible au 30 juin 2010, notre capacité et nos perspectives de génération de trésorerie, et nos échéances à moyen-terme de remboursement des dettes financières.

Exploitation

L'excédent de trésorerie issu des opérations d'exploitation était de 172,7 M€ au 1^{er} semestre 2010 contre 255,0 M€ au 1^{er} semestre 2009.

Avant variation du besoin en fonds de roulement, l'excédent de trésorerie issu des opérations d'exploitation, s'est élevé à 165,0 M€ à rapporter à 339,6 M€ pour la période 2009 comparable. La variation du besoin en fonds de roulement au 1^{er} semestre 2010 a eu un effet positif de 7,7 M€ contre un effet négatif de 84,6 M€ sur la période 2009 comparable.

Investissement

Le flux de trésorerie affecté aux investissements s'est élevé à 212,0 M€ au 1^{er} semestre 2009 comparé à 288,9 M€ pour la période 2009 comparable.

Au cours du 1^{er} semestre 2010, 86,4 M€ ont été consacrés aux investissements industriels, correspondant principalement à l'équipement de streamers Sentinel des navires sismiques *Viking 2* et *Oceanic Vega*, à comparer à 75,0 M€ au 1^{er} semestre 2009.

Il a également été investi 128,0 M€ dans la bibliothèque d'études multi-clients principalement dans le Golfe du Mexique et au Brésil, à comparer à 144,5 M€ pour la période comparable de 2009. Au 30 juin 2010, la valeur nette comptable de la bibliothèque d'études multi-clients s'élevait à 602,8 M€ à comparer à une valeur nette comptable de 469,1 M€ au 31 décembre 2009.

Au cours du 1^{er} semestre 2009, les 30% d'actions Wavefield résiduelles entrant dans le cadre de l'offre publique obligatoire et de la procédure de retrait obligatoire avaient été transférées à CGGVeritas, en contrepartie du paiement de 62 millions d'euros.

Financement

Au 1^{er} semestre 2010, les flux nets de trésorerie utilisés aux opérations de financement se sont élevés à 134,6 à comparer à des flux nets issus des opérations de financement de 31,9 M€ pour la période 2009 similaire.

Le 26 février 2010, notre ligne de crédit renouvelable français de 35 M€ a été totalement remboursée.

Le 9 juin 2009, CGGVeritas avait émis un emprunt obligataire par placement privé international d'un nominal de 350 MUSD à échéance mai 2016 et portant intérêt à 9,50%. Cette émission avait été réalisée au prix de 97%, conduisant un taux d'intérêts de 10,25%.

Dettes nettes

La dette financière nette au 30 juin 2010 s'élevait à 1 183,0 M€ contre 918,7 M€ au 31 décembre 2009.

Le ratio dette financière nette/capitaux propres était de 38,7% au 1^{er} semestre 2010 et de 34,5% au 31 décembre 2009.

La dette financière brute comprend les concours bancaires, la part à court terme des dettes financières, les dettes financières à long terme ; et la dette financière nette correspond à la dette financière brute moins les disponibilités et valeurs mobilières de placement. La dette financière nette est présentée comme une information complémentaire car certains investisseurs estiment que présenter la dette nette des disponibilités fournit une meilleure appréciation du risque d'endettement financier. Toutefois, d'autres sociétés peuvent présenter leur dette nette différemment. La dette nette ne mesure pas la performance financière en IFRS et ne doit pas être considérée comme une alternative à d'autres mesures de performances présentées en IFRS.

Le tableau suivant présente les différents éléments de la dette nette aux 30 juin 2010 et 31 décembre 2009 :

(en millions de €)	30 juin 2010	31 décembre 2009
Concours bancaires court terme	5,1	2,7
Dettes financières – part court terme	56,0	113,5
Dettes financières long terme	1 482,0	1 282,8
Dettes financières brute.....	1 543,1	1 399,0
Moins disponibilités et titres de placement court terme	(360,1)	(480,3)
Dettes financières nettes	1 183,0	918,7

Pour une description plus détaillée de nos activités de financement, voir «Ressources Financières » dans notre Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2009.

EBITDAS

L'EBITDAS s'est élevé au cours des six premiers mois clos le 30 juin 2010 à 253,7 M€ contre 342,9 M€ pour la période 2009 comparable, représentant respectivement 25% et 28% du chiffre d'affaires.

L'EBITDAS est défini comme le résultat net avant charges financières taxes, dépréciations, amortissements et coût des paiements en actions aux salariés et dirigeants, Le coût des paiements en actions inclut le coût des stock-options et des attributions d'actions gratuites.

L'EBITDAS est présenté comme une information complémentaire car c'est un agrégat utilisé par certains investisseurs pour déterminer les flux liés à l'exploitation et la capacité à rembourser le service de la dette et à financer les investissements nécessaires, Toutefois, d'autres sociétés peuvent présenter leur EBITDAS différemment, L'EBITDAS ne mesure pas la performance financière en IFRS ou en U,S, GAAP et ne doit pas être considérée comme une alternative aux Flux de trésorerie provenant de l'exploitation, ni à d'autres mesures de liquidité, ni à une alternative au résultat net comme indicateur de notre performance opérationnelle ou d'autres mesures de performance présentées en IFRS ou en U,S, GAAP,

Le tableau ci-après présente une réconciliation de l'EBITDAS avec les Flux de trésorerie provenant de l'exploitation du tableau de financement, pour chaque période mentionnée :

<u>(en millions de €)</u>	<u>30 juin</u>	
	<u>2010</u>	<u>2009</u>
EBITDAS	253,7	342,9
Autres produits (charges) financiers	15,3	(2,9)
Augmentation (diminution) des provisions	(48,6)	44,7
(Plus) et moins values de cessions d'actif.....	0,2	1,8
Dividendes reçus	2,2	-
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie	(10,3)	(5,1)
Impôt décaissé	(47,5)	(41,8)
- (augmentation) diminution des clients et comptes rattachés	31,6	8,6
- (augmentation) diminution des stocks et travaux en cours.....	(3,5)	39,2
- (augmentation) diminution des autres actifs circulants	(28,5)	(7,5)
- augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés	15,2	(65,1)
- augmentation (diminution) des autres passifs circulants	(30,2)	(43,6)
- impact du change sur les actifs et passifs financiers.....	23,1	(16,2)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	172,7	255,0

Obligations contractuelles

Le tableau suivant présente pour les exercices à venir les paiements futurs relatifs aux obligations et engagements contractuels au 30 juin 2009 :

<u>(en millions de €)</u>	<u>Paiements dus par période</u>				
	<u>Moins d'un an</u>	<u>2-3 ans</u>	<u>4-5 ans</u>	<u>Après 5 ans</u>	<u>Total</u>
Dettes à long terme.....	16,0	27,5	390,7	1 015,2	1 449,4
Obligations issues des crédits-baux en cours d'exploitation.....	32,7	42,6	19,1	23,7	118,1
Obligations issues des locations simples en cours d'exploitation.....	192,6	287,0	198,2	240,6	918,4
Autres obligations à long terme (intérêts obligataires)	99,7	198,6	173,1	77,6	549,0
Total Obligations contractuelles	341,0	555,7	781,1	1 357,1	3 034,9

Le 17 juin 2010, le Groupe a étendu la durée du contrat d'affrètement « coque nue » du navire sismique *Endeavour* jusqu'en mars 2018 pour un engagement additionnel de 30 MU\$, avec deux options d'extension de 5 ans complémentaires.

Rapprochement de l'EBITDAS avec les US GAAP

Principales différences entre les IFRS et les US GAAP sur l'EBITDAS

Plan de retraite

Conformément à l'exemption offerte par la norme IFRS 1 « Première adoption des normes IFRS », CGGVeritas a retenu l'option de présenter les écarts actuariels non comptabilisés au 1^{er} janvier 2004 dans les capitaux propres. Selon le référentiel US GAAP, cette exemption n'est pas applicable, ce qui génère une différence provenant de l'amortissement des écarts actuariels comptabilisé dans le compte de résultat.

Selon le référentiel IFRS, en conformité avec "IAS 19 – révisée", les écarts actuariels sont reconnus dans l'état du compte de résultat étendu.

Selon le référentiel US GAAP, le Groupe applique FAS 158 "Employers' Accounting for Defined Benefit Pension and Other Postretirement Plan, an amendment of FASB Statements No. 87, 88, 106, and 132(R)", applicable pour les exercices clos à compter du 15 décembre 2006.

Les gains et les pertes sont amortis sur la période résiduelle d'emploi au cours de laquelle les avantages seront perçus, et sont reconnus dans le compte de résultat.

Coûts de développement

Selon le référentiel IFRS, les dépenses de développement doivent être inscrites à l'actif, en immobilisations incorporelles à condition qu'elles répondent aux critères suivants :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable ;
- la faisabilité technique du projet est démontrée ;
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles.

Selon les normes US GAAP, toutes les dépenses de recherche et développement sont enregistrées en charges de l'exercice auquel elles se rapportent.

Instruments financiers

Selon le référentiel IFRS, les contrats à long terme dans des monnaies étrangères ne sont pas réputés contenir des dérivés incorporés si ces contrats sont communément désignés dans une même monnaie étrangère au sein du secteur d'activité.

Selon les normes US GAAP, une telle exception n'existe pas et les instruments dérivés sur des contrats à long terme dans des monnaies étrangères, ainsi que les produits et charges constatés avec des partenaires dont la devise n'est pas le dollar US, sont comptabilisés au taux de change négocié en début de contrat. La variation de la valeur de marché des instruments dérivés sur des contrats de change est comptabilisée dans le compte de résultat.

Provision sociale du plan de restructuration marine

Selon le référentiel IFRS, une provision doit être constatée dès lors que l'entité a un plan formalisé et détaillé et a créé, chez les personnes concernées, une attente fondée qu'elle mettra en œuvre la restructuration, soit en commençant à exécuter le plan, soit en leur annonçant ses principales caractéristiques.

Selon le référentiel US GAAP, les charges relatives au plan social ne sont reconnues que lorsque les conditions de départ sont remplies par les personnes concernées par le plan.

Rapprochement de l'EBITDAS avec les US GAAP

(en millions d'euros)	30 juin	
	2010	2009
EBITDAS	253,7	342,9
Effets des écarts actuariels sur les plans de retraite	(0,2)	(0,1)
Annulation des frais de développement capitalisés IFRS	(8,1)	(7,4)
Instruments dérivés et opérations de couverture	-	(1,6)
Provision sociale pour restructuration	-	27,7
EBITDAS selon les US GAAP.....	245,4	361,5

Principaux facteurs de risques susceptibles d'affecter le Groupe au 30 juin 2010

Les principaux facteurs de risques auxquels le Groupe est sujet sont détaillés dans le Chapitre IV du Document de Référence déposé auprès de l'AMF le 23 avril 2010 et le rapport annuel 20-F déposé auprès de la SEC le 23 avril 2010.

Les rapports annuels sont disponibles sur le site internet www.cggveritas.com, ainsi que sur le site SEC www.sec.gov et de l'AMF www.amf-france.org respectivement.

PARTIE 3: CONTROLES ET PROCEDURES

Il n'y a eu aucun changement dans notre contrôle interne sur le reporting financier durant la période couverte par ce rapport qui aurait affecté matériellement ou qui pourrait affecter matériellement notre contrôle interne sur le reporting financier.